



KPMG Audit

Parc Edonia, Bâtiment S Rue de la Terre Victoria CS 46806 35768 Saint Grégoire Cedex France



24 place d'Avesnières BP 40602 53006 Laval Cedex France

Séché Environnement S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014 Séché Environnement S.A. Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09 Ce rapport contient 70 pages Référence: VB-151-304



KPMG Audit

Parc Edonia, Bâtiment S Rue de la Terre Victoria CS 46806 35768 Saint Grégoire Cedex France



24 place d'Avesnières BP 40602 53006 Laval Cedex France

Séché Environnement S.A.

Siège social: Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09

Capital social : €. 1 726 974

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Séché Environnement S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.





Séché Environnement S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 3 mars 2015

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Goodwill

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwills selon les modalités décrites dans la note « Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles » de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 10.4 « Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles » et 10.1 « Goodwill » des principes et méthodes comptables de l'annexe donne une information appropriée. Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Provisions

Les provisions inscrites au bilan et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont détaillés dans les notes 16 « Provisions » et 5 « Provisions courantes et non courantes ». Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par le groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.





Séché Environnement S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 3 mars 2015

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Rennes, le 3 mars 2015

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Vincent Broyé Associé Laval, le 3 mars 2015

RSM Ouest Audit

Jean-François Merlet

Associé



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 31 DECEMBRE 2014

1. Données financières

1.1. Les comptes consolidés au 31 décembre 2014

1.1.1. Etat de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)	31/12/201 2 Retraité	31/12/2013	31/12/2014	Note
Goodwill	228 150	227 604	227 604	1.1
Actif incorporel du domaine concédé	19 212	43 620	44 720	
Autres immobilisations incorporelles	6 480	11 328	11 454	1.2
Immobilisations corporelles	168 882	164 925	163 811	2.1
Participations dans les entreprises associées	434	753	844	3
Actifs financiers non courants	4 778	5 358	8 681	4
Instruments de couverture actifs non courants	/	/	/	4.3
Autres actifs non courants	2 105	1 501	3 067	4
Créance d'IS non courante	677	/	/	·
Impôts différés actifs	55 965	48 617	, 44 216	6
ACTIFS NON COURANTS	486 683	503 707	504 397	
Stocks	10 502	10 894	11 389	
Clients et autres débiteurs	126 540	133 821	139 127	
Créances d'IS	12 593	2 171	411	
Actifs financiers courants	131	90	1 038	
Instruments de couverture actifs courants	/	/	/	4.3
Autres actifs courants	21 954	25 092	28 751	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 597	28 032	38 756	4.1.3
ACTIFS COURANTS	194 318	200 099	219 472	
Actifs destinés à être cédés	4 111	714	351	
TOTAL ACTIFS	685 111	704 520	724 220	
Capital	1 727	1 727	1 727	8
Prime d'émission	299 079	290 931	121 486	9
Réserves	37 726	(44 414)	125 093	10
Résultat (Part du groupe)	(82 377)	8 685	9 844	
Capitaux propres (Part du Groupe)	256 155	256 929	258 150	
Intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	378	117	130	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	256 532	257 046	258 281	
Autres fonds propres	31	102	131	
Dettes financières non courantes	218 154	222 630	241 824	4.2.1
Instruments de couverture passifs non courants	3 307	1 773	547	4.3
Avantages du personnel	809	599	2 327	5.3
Impôt différé passif	/	/	/	6
Autres provisions non courantes	3 961	7 254	8 548	5
Autres passifs non courants	189	2 911	4 938	4.2.2
PASSIFS NON COURANTS	226 420	235 166	258 184	
Dettes financières courantes	28 000	30 788	29 829	4.2.1
Instruments de couverture passifs courants	744	155	596	4.3
Provisions courantes	9 872	8 842	1 904	5
Impôt exigible	904	294	578	
Autres passifs courants	162 123	171 413	174 367	4.2.2
PASSIFS COURANTS	201 643	211 491	207 274	
Passifs destinés à la vente	486	714	351	
TOTAL PASSIFS	685 111	704 520	724 220	

1.1.2. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Note	2012	2013	2014
		Retraité		
Chiffre d'affaires	12	439 904	469 082	444 737
Autres produits de l'activité		5 247	4 294	6 636
Transfert de charges		2 163	1 469	16 944
Achats consommés		(64 604)	(73 340)	(68 909)
Charges externes		(170 426)	(186 065)	(176 790)
Impôts et taxes		(34 973)	(35 710)	(35 092)
Charges au titre des avantages du personnel		(98 503)	(101 119)	(105 276)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	13	78 808	78 610	82 251
Charges de réhabilitation/entretien site de traitement et actifs concédés		(8 805)	(10 574)	(10 038)
Autres charges opérationnelles nettes		(992)	(566)	(1 273)
Dotations nettes aux provisions	14.2	630	(2 729)	(1 807)
Dotations nettes aux amortissements	14.3	(32 363)	(32 084)	(33 463)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	14.1	37 278	32 658	35 670
Résultat sur cession d'immobilisations		325	5	4 831
Dépréciation des actifs		(395)	(191)	(123)
Effet des variations de périmètre		(1 025)	(413)	
Autres produits et charges opérationnels		(7 282)	(255)	(7 433)
RESULTAT OPERATIONNEL	15	28 902	31 803	32 945
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		495	514	576
Coût de l'endettement financier brut		(10 739)	(12 015)	(14 014)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		(10 244)	(11 501)	(13 437)
Autres produits financiers	16.2	502	557	320
Autres charges financières		(146 382)	(989)	(917)
RESULTAT FINANCIER	16.1	(156 124)	(11 933)	(14 035)
Impôts sur les résultats	17	54 029	(6 747)	(7 131)
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	N. Sangilla	(73 193)	13 124	11 779
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(9 606)	(556)	(1 331)
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		(82 799)	12 568	10 449
Résultat des activités abandonnées		26	(3 855)	(550)
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(82 773)	8713	9 898
Dont Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		(396)	28	54
Dont part des propriétaires de la société mère		(82 377)	8 685	9 844
Résultat net par action		(9,61€)	1,01€	1,15€
Résultat net dilué par action		(9,61€)	1,01€	1,15€

1.1.3. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en milliers d'euros)	2012	2013	2014
Eléments qui ne seront pas retraités en résultat antérieurement (A)			
Ecart actuariels	(1 173)	(529)	(1 062)
Effet impôt	403	182	347
Sous-total (A)	(770)	(347)	(715)
Eléments qui seront retraités en résultat antérieurement (B)			
Ecart de conversion	(130)	(395)	(122)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	(459)	1 885	809
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(179)	(205)	(147)
Quote-part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	(4 115)	/	/
Effet impôt	150	(661)	(278)
Sous-total (B)	(4 733)	624	262
Sous-total gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(5 503)	277	(454)
Résultat net de la période	(82 773)	8 713	9 898
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(88 276)	8 990	9 444
Dont quote-part attribuable aux propriétaires de la société mère	(87 881)	8 962	9 390
Dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(395)	28	54

1.1.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au	Titres auto détenus	Réserves et	Gains et pertes	Total attribuabl	Total attribuabl	TOTAL des
		capital	2010/100	résultats consolidés	comptabili sés directeme nt en capitaux propres	e aux propriétair es de la maison mère	e aux participati ons ne donnant pas le contrôle	propres
	Note 8	Note 9		Note 10				
Situation nette au 31/12/11	1 727	299 078	(3 348)	119 045	(61 190)	355 313	781	356 093
Gains et pertes comptabilisés directement en KP				1 234	(6 738)	(5 504)	1	(5 503)
Résultat 31/12/12				(82 377)		(82 377)	(396)	(82 773)
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				(81 143)	(6 738)	(87 881)	(395)	(88 276)
Dividendes versés				(11 140)		(11 140)	(10)	(11 150)
Actions propres			19			19		19
Autres variations				(156)		(156)	3	(153)
Situation nette au 31/12/12	1 727	299 078	(3 329)	26 606	(67 928)	256 154	378	256 532
Gains et pertes comptabilisés directement en KP				(60 535)	60 812	277		277
Résultat 31/12/13				8 685		8 685	28	8 713
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				(51 850)	60 812	8 962	28	8 990
Dividendes versés		(8 148)				(8 148)	(29)	(8 177)
Actions propres			(108)			(108)		(108)
Autres variations				69		69	(260)	(191)
Situation nette au 31/12/13	1 727	290 931	(3 437)	(25 175)	(7 116)	256 929	117	257 046
Gains et pertes comptabilisés directement en KP					(454)	(454)		(454)
Résultat 31/12/14				9 844		9 844	54	9 898
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				9 844	(454)	9 390	54	9 444
Dividendes versés	·			(8 145)	***************************************	(8 145)	(41)	(8 186)
Actions propres			(24)			(24)		(24)
Autres variations		(169 445)		169 445		/		/
Situation nette au 31/12/14	1 727	121 486	(3 461)	145 969	(7 570)	258 150	130	258 281

1.1.5. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	2012	2013	2014
	Retraité		
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	(73 193)	13 124	11 779
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	/	250	88
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et/ou non liés à			
l'activité :			
- Amortissements et provisions	199 649	(276 522)	34 853
- Plus-values de cessions	(313)	324 198	(4 386)
- Impôts différés	(54 533)	6 352	4 504
- Autres produits et charges calculés	30	(114)	2 688
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	71 640	67 286	49 526
Impôt Société	504	395	2 627
Coût de l'endettement financier brut net des placements long terme	(5 402)	(1 659)	11 152
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT avant impôts et frais financiers	66 743	66 023	63 305
Variation du besoin en fonds de roulement	(3 866)	(911)	(8 619)
Impôts décaissés	(10 569)	11 093	(224)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)	52 307	76 204	54 462
Investissements corporels et incorporels	(43 586)	(56 978)	(46 877)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2 648	2 083	9 036
Décaissements sur investissements financiers	(776)	(1 271)	(1 486)
Encaissements sur investissements financiers	101	172	73
Trésorerie nette sur acquisitions de filiales	(16 319)	(239)	(175)
Trésorerie nette sur cessions de filiales	/	120	
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(57 933)	(56 113)	(39 429)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(11 140)	(8 148)	(8 145)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(10)	(29)	(41)
Augmentations de capital en numéraire	/	/	/
Mouvements sur actions propres	37	(31)	(29)
Variation des autres fonds propres	/	/	/
Emissions d'emprunts	206 563	32 780	73 623
Remboursements d'emprunts	(176 141)	(27 485)	(56 592)
Intérêts décaissés	(14 986)	(11 359)	(12 643)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	4 322	(14 271)	(3 827)
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES POURSUIVIES (A) + (B) + (C)	(1 303)	5 820	11 205
	(1 303)	5 820	
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES			(182)
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES	(129)	(241)	(182)
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE	(129)	(241)	(182) 11 023
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	(129)	(241) 5 579	(182) 11 023 27 733
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies	(129) (1 433) 24 005	(241) 5 579 22 516	(182) 11 023 27 733 27 527
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées	(129) (1 433) 24 005 23 464	(241) 5 579 22 516 22 062	(182) 11 023 27 733 27 527 205
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	(129) (1 433) 24 005 23 464 541	(241) 5 579 22 516 22 062 454	27 733 27 527 205 38 630
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies	(129) (1 433) 24 005 23 464 541 22 516	22 516 22 062 454 27 733	27 733 27 527 205 38 630 38 614
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies (1) Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées	(129) (1 433) 24 005 23 464 541 22 516 22 062	22 516 22 062 454 27 733 27 527 205	27 733 27 527 205 38 630 38 614 15
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies (1) Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées Incidence des variations de cours des devises	(129) (1 433) 24 005 23 464 541 22 516 22 062 454 (56)	22 516 22 062 454 27 733 27 527 205 (362)	27 733 27 527 205 38 630 38 614 15 (127)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies Incidence des variations de cours des devises Dont Variation des taux de change des activités poursuivies	(129) (1 433) 24 005 23 464 541 22 516 22 062 454	22 516 22 062 454 27 733 27 527 205	27 733 27 527 205 38 630 38 614 15 (127) (118)
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies (1) Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées Incidence des variations de cours des devises Dont Variation des taux de change des activités abandonnées Dont Variation des taux de change des activités abandonnées	(129) (1 433) 24 005 23 464 541 22 516 22 062 454 (56) (99)	22 516 22 062 454 27 733 27 527 205 (362) (355)	27 733 27 527 205 38 630 38 614 15 (127) (118)
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES POURSUIVIES (A) + (B) + (C) FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies (1) Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées Incidence des variations de cours des devises Dont Variation des taux de change des activités poursuivies Dont Variation des taux de change des activités abandonnées (1) dont : Trésorerie et équivalents de trésorerie active	(129) (1 433) 24 005 23 464 541 22 516 22 062 454 (56) (99)	22 516 22 062 454 27 733 27 527 205 (362) (355)	11 205 (182) 11 023 27 733 27 527 205 38 630 38 614 15 (127) (118) (8)

1.1.6. Annexes aux comptes consolidés annuels 2014

1.1.6.1. Principes et méthodes comptables

Point 1 - Référentiel comptable

Depuis le 1er janvier 2005, les états financiers consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au travers du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, portant homologation du référentiel IFRS.

le Groupe ayant appliqué par anticipation les normes et interprétations dont l'application était obligatoire à compter du 1er janvier 2014, à savoir IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12, IAS 27R et IAS 28R ainsi que leurs amendements, l'entrée en vigueur obligatoire de ces dernières est sans incidence sur les comptes 2014.

Pour l'élaboration des états financiers au 31 décembre 2014, le Groupe n'a procédé à aucune autre application par anticipation de normes dont la date d'application est postérieure au 1er janvier 2014 mais dont l'application anticipée était possible, à savoir :

- IFRS 9 « instruments financiers », qui sera d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018, et qui introduit de nouvelles dispositions pour le classement et l'évaluation des instruments financiers ainsi que pour la comptabilité générale de couverture;
- IFRS 15 « revenus des contrats avec les clients », d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017, qui constitue le nouveau cadre de référence pour la détermination des revenus à comptabiliser et remplacera les dispositions actuelles d'IAs18 « produits des activités ordinaires », d'IAS11 « contrat de construction » et IFRIC13 « programme de fidélisation de la clientèle » ;
- Les amendements à IAS16 et IAS41 concernant les plantes productrices, pour lesquels le Groupe n'est pas du tout concerné.

Le Groupe est en cours d'évaluation des impacts éventuels de l'application d'IFRS9 et IFRS15 sur ses états financiers consolidés.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Séché Environnement le 2 mars 2015. Ils seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée générale. Ils sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui

ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations. Les estimations réalisées par le Groupe portent principalement sur la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles, l'évaluation des provisions (notamment les provisions pour avantage au personnel). Les hypothèses clés retenues par la direction pour l'estimation des valeurs recouvrables des immobilisations corporelles et incorporelles sont précisées au point 10.4 des présentes annexes. Celles retenues par la direction pour l'estimation des provisions pour avantage au personnel sont précisées au point 16.4 des présentes annexes.

Les principes comptables dans les notes suivantes ont été appliqués pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2014.

Point 2 - Périmètre et méthode d'intégration

Le périmètre de consolidation de Séché Environnement comprend, outre la Société mère consolidante Séché Environnement SA, toutes les entreprises qu'elle contrôle, directement ou indirectement, de manière exclusive, conjointe, ou sur laquelle elle exerce une influence notable, et ce, quelle que soit leur forme juridique. Les filiales sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle jusqu'à la date de perte de contrôle. Pour apprécier le contrôle et conformément aux dispositions d'IAS27, les droits de vote potentiels attachés à des instruments financiers pouvant, s'ils étaient exercés, donner un droit de vote à Séché Environnement ou à ses filiales, sont pris en considération.

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale : selon les dispositions d'IFRS10, le contrôle se détermine au regard de la capacité du Groupe à exercer le pouvoir sur les entités concernées de manière à influer sur les rendements variables auxquels il est exposé ou a droit en raison de ses liens avec elles.

Conformément à IFRS11, ce dernier classe ses intérêts dans des partenariats, soit en tant qu'activité conjointe soit en tant que co-entreprise en fonction de ses droits sur les actifs et ses obligations au titre des passifs, relatifs au partenariat. Lors de cette évaluation, le Groupe prend en compte la structure du partenariat, la forme

juridique du véhicule distinct, les stipulations contractuelles et le cas échéant d'autres faits et circonstances. A l'examen de ces nouvelles dispositions, il apparaît que le Groupe ne dispose que de co-entreprises. En conséquence, ces dernières sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux prescriptions d'IFRS11.

Point 3 – Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités du Groupe dont les activités et flux de trésorerie sont clairement distinctes du reste du Groupe et qui :

- Représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte;
- Fait partie d'un plan unique et coordonné visant à céder une ligne d'activité principale ou une zone géographique principale et distincte, ou
- Est une filiale acquise exclusivement à des fins de revente.

Le classement comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente (à savoir que le Groupe d'actifs concerné est disponible pour une vente immédiate en son état actuel et que la cession est hautement probable). Ce classement consiste à comptabiliser :

- L'ensemble des actifs d'une part, l'ensemble des passifs d'autre part, portés par cette activité, sur une ligne distincte en pied de bilan, séparés des autres actifs et passifs concernant les activités poursuivies ;
- L'ensemble des composantes du résultat de cette activité, sur une ligne distincte du compte de résultat, séparément du résultat des activités poursuivies.

Lorsqu'une activité est classée en activité abandonnée, l'état du résultat global comparatif est retraité comme si l'activité avait satisfait aux critères d'une activité abandonnée à compter de l'ouverture de la période comparative.

Point 4 - Opérations majeures et comparabilité

Aucune opération majeure n'a été réalisée sur l'exercice 2014.

Point 5 - Méthode de conversion

La monnaie de présentation des comptes consolidés de Séché Environnement est l'euro.

Point 6 - Traduction des opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros au taux de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture des comptes, les actifs et passifs libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à cette date. Les écarts de change résultant de cette conversion sont portés en compte de résultat.

Une avance en compte courant auprès d'une filiale partie intégrante du Groupe dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible constitue une part de l'investissement net du Groupe dans cette activité à l'étranger. A ce titre, et en application d'IAS21, les écarts de change provenant de ces avances sont enregistrés directement dans les capitaux propres (en écart de conversion). Ils sont comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'investissement net.

Point 7 - Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont tenus dans la monnaie de fonctionnement de chaque filiale.

Les postes de bilan sont convertis, dans les comptes consolidés du Groupe, sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat, ainsi que le tableau flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux moyens de l'exercice.

Les écarts de conversion constatés tant sur les éléments du bilan (variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de clôture de l'exercice en cours) que sur le résultat (variation entre les cours moyens et ceux de clôture de l'exercice) sont portés :

- pour la part revenant au Groupe dans les capitaux propres consolidés où ils figurent sur la ligne "écart de conversion";
- pour la part des tiers, en poste "intérêts minoritaires".

Point 8 - Information sectorielle

Le PDO (principal décideur opérationnel) dispose de données chiffrées par entité juridique. Les entités juridiques réalisent, indifféremment, des prestations de traitement de déchets de type DD (déchets dangereux) ou DND (déchets non dangereux), auprès d'une clientèle très diversifiée (collectivité et/ou industriel), dans des installations diverses, dans un cadre réglementaire unique, principalement en France.

A chaque typologie de déchet ne correspond pas une typologie de clientèle ni même une typologie de traitement. A chaque entité juridique ne correspond pas spécifiquement une typologie de déchets, de traitement ou de clientèle. Les offres faites par le Groupe à ses clients intègrent cette diversité dans la nature des déchets et dans les filières. L'intégration constante des activités du Groupe ne fait que renforcer cet état de fait.

De fait, l'évaluation des performances et l'allocation des ressources du Groupe réalisée par le PDO s'effectue sur la base d'une analyse d'indicateurs de performance non différenciés par entité juridique et présentant les mêmes caractéristiques économiques quelles que soient les entités juridiques.

Le Groupe considère donc agir sur un seul secteur, celui de la propreté.

Point 9 - Changement de méthode et d'estimation comptable

Point 9.1 – Changement de méthode comptable

Le Groupe n'a procédé à aucun changement dans les principes et méthodes comptables appliqués.

Point 9.2 – Changement d'estimation comptable

Le Groupe n'a procédé à aucun changement d'estimation comptable.

Point 10 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Point 10.1 - Goodwill

Le Goodwill représente l'excédent du coût d'une acquisition sur la part acquise par le Groupe dans la juste valeur des actifs nets, des passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité à la date d'acquisition. Des corrections ou ajustements peuvent être apportés à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans les 12 mois qui suivent l'acquisition. Il en résulte alors une correction rétrospective du goodwill.

Dans le cas où la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables comptabilisés est supérieure au coût d'une acquisition, la différence est immédiatement reconnue en résultat.

Les acquisitions complémentaires de titres d'une filiale antérieurement déjà consolidée selon la méthode de l'intégration globale ne donnent pas lieu à constatation d'un goodwill complémentaire, ces opérations étant considérées comme des transactions entre actionnaires devant être constatées au sein des capitaux propres.

Les goodwill font l'objet de tests de valeur au minimum une fois par an et à chaque

fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable et sa valeur recouvrable est comptabilisée en charge opérationnelle sur la ligne « dépréciation d'actifs » et est irréversible.

Point 10.2 - Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe, comptabilisées à l'actif selon les dispositions d'IAS38, sont principalement composées :

- de potentiels ou de droits d'exploitation : ils sont représentatifs de la valeur payée pour un site du fait de ses qualités intrinsèques le rendant particulièrement utile à l'exploitation d'un site d'enfouissement;
- de droit incorporel reconnu dans le cadre de l'application des dispositions d'IFRIC12 relatif aux contrats de concession de service public. Les immobilisations incorporelles reconnues à l'actif à ce titre représentent le droit du concessionnaire à facturer les usagers de service public.
- de frais de développement : ils correspondent aux études engagées relatives à l'innovation technologique, à l'amélioration de l'efficacité des installations, de la sécurité et de la protection de l'environnement. Ils font l'objet d'une comptabilisation à l'actif dès lors que les critères de reconnaissance tels qu'édictés par IAS38 sont remplis.
- de brevets et de logiciels;

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur dans les conditions décrites au point 10.4 de la présente note sur les principes comptables appliqués.

Point 10.3 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût historique d'acquisition, de production ou d'entrée dans le Groupe des composants qui les constituent, sous déduction des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Lorsque les composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

La valeur comptable des immobilisations corporelles ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité de chaque composant de l'immobilisation.

L'amortissement est pratiqué sur la base de la valeur comptable, nette le cas échéant d'une valeur résiduelle.

Immobilisations	Durée d'amortissement pratiquée
	(en années)
Constructions	5 à 25 ans
Installations complexes	2 à 20 ans
Autres immobilisations corporelles	1 à 20 ans

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement font l'objet, conformément à IAS17, du retraitement des biens à l'actif du bilan et de la constatation en dettes financières des montants restant à payer au titre de la valeur d'origine de ces actifs :

- les actifs ainsi immobilisés font l'objet d'un amortissement sur la durée et le mode des biens équivalents détenus en propre par les sociétés consolidées. Toutefois, lorsque le contrat ne prévoit pas de façon certaine ou hautement probable, au terme, le transfert de propriété du bien, l'amortissement est constaté sur la plus courte des deux périodes suivantes : la durée du contrat ou la durée d'utilité du bien ;
- la dette constatée est amortie selon un plan déterminant la charge d'intérêt au titre d'une période sur la base du taux implicite du contrat appliqué au capital restant dû en début de période;
- les impôts différés induits par ce retraitement font l'objet d'une reconnaissance dans les comptes du Groupe conformément aux principes de reconnaissance des impôts différés précisés au point 18 de la présente note sur les principes comptables appliqués;

Point 10.4 - Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances :

- pour les immobilisations incorporelles dont la durée de vie est indéfinie et les immobilisations incorporelles en cours, un test est réalisé au moins une fois par an;
- pour les autres immobilisations, un test est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les immobilisations (incorporelles et corporelles) soumises aux tests de perte de valeur sont regroupées au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes dont l'utilisation génère des flux de

trésorerie indépendants :

- sur la zone géographique France, en raison de l'intégration sans cesse croissante des métiers du Groupe, du développement de l'offre globale et par voie de conséquence des opérations et flux intragroupes, Séché Environnement estime pertinent de considérer que son périmètre d'activité est constitué d'une seule UGT
- Sur la zone internationale, l'interdépendance des flux se trouve pénalisée par une réglementation sans cesse plus contraignante, compliquant les flux transfrontaliers entre les pays dans lesquels opère le Groupe. De fait, il apparait pertinent au Groupe de considérer sur cette zone 5 UGT, représentant les 5 pays dans lesquels le Groupe opère : Espagne, Mexique, Argentine, Hongrie et Allemagne.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

La valeur d'utilité est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie prévisionnels. Il est précisé que :

- les flux prévisionnels de trésorerie sont calculés à partir des business plans consolidés de chaque UGT couvrant 3 exercices (hors l'exercice en cours) et les années 4 et 5 sont projetées à l'identique de l'année 3. Les business plan précédemment mentionnés sont réalisés selon les mêmes principes que ceux appliqués au processus budgétaire, c'est-à-dire établis sur la base de la meilleure connaissance possible des opérationnels de l'expérience passée, des évolutions des marchés et des techniques, et font l'objet d'une revue par la direction du Groupe pour en assurer la cohérence avec la stratégie suivie et la politique d'investissement en découlant;
- une valeur terminale est déterminée sur la sixième année, extrapolant le flux de l'année 5 sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,53%. En 2013, le taux de croissance à l'infini retenu était de 1,56%;
- le taux d'actualisation retenu pour 2014 est de 5,78%. En 2013, il était de 6,51% et en 2012 de 6,62%. Le taux retenu reflète les appréciations actuelles du marché sur le coût moyen du capital. Le choix d'un taux d'actualisation unique se justifie par le fait que les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont portés à quasi 100% par des sociétés de la zone Europe qui elles-mêmes exercent leur activité quasi-exclusivement en zone Europe. Ce taux d'actualisation est un taux après impôt appliqué à des flux de trésorerie

après impôt. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie hors effet impôt (comme recommandé par la norme IAS 36).

Les pertes de valeur relatives au goodwill ne sont pas réversibles et sont comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « dépréciation d'actifs ». Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles sont réversibles et sont également comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « dépréciation d'actifs ».

Point 11 - Contrat de concession

Le Groupe développe la part de ses activités de délégataire de service public. Les contrats concernés sont à ce jour portés par les sociétés Béarn Environnement, Sénerval, Séché Eco-industries, Alcéa.

Ils prévoient, moyennant rémunération, le transfert par les concédants du droit d'exploiter des installations dédiées.

- Ces installations sont, soit mises à la disposition du concédant à titre gratuit et éventuellement améliorées par le concessionnaire sur la durée du contrat, soit construites puis exploitées par le concessionnaire;
- L'utilisation des actifs se fait en priorité au profit des activités apportées par les autorités concédantes (sans garantie de tonnages ou de rémunération minimum). Les contrats prévoient également les conditions d'intéressement et/ou d'indemnisation de la collectivité aux résultats dégagés sur l'activité apportée par les autres usagers du service;
- Les contrats prévoient, aux termes de ces derniers, les conditions de transfert, à la collectivité, de ces installations concédées;
- La rémunération des prestations est soumise à révision via des clauses de révision de prix en fonction le plus souvent de l'évolution d'indices industriels.
 Lorsque les rémunérations des prestations de construction sont nettement identifiées et indépendantes de l'utilisation de l'actif, les clauses de révisions portant sur ces rémunérations sont étroitement corrélées à l'évolution du coût de financement des constructions;
- Ces contrats prévoient également une obligation d'entretien et de réparation des actifs concédés.

Ces contrats de concession sont comptabilisés selon les dispositions de l'interprétation « IFRIC12 – concession de services publics », publiée en novembre 2006 et d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2010 :

Les infrastructures reçues à titre gratuit du concédant ne sont pas inscrites à

l'actif du bilan;

- Le droit d'exploiter les infrastructures est reconnu au bilan, soit en actif financier si l'analyse du contrat conclut que le concessionnaire dispose d'un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie de la part du concédant, soit en actif incorporel si l'analyse du contrat conduit à considérer que ce droit s'apparente au droit accordé par le concédant de facturer les utilisateurs du service public. Les actifs incorporels reconnus dans ce cadre sont amortis linéairement sur la durée d'utilité des infrastructures générant ce droit;
- Les prestations de construction ou d'amélioration des installations existantes sont comptabilisées, pour leur juste valeur, en résultat, selon les dispositions d'IAS11 et les prestations d'exploitation sont comptabilisées selon les dispositions d'IAS18 comme mentionné dans le point 19 – «comptabilisation des produits» de la présente note;
- Les dépenses d'entretien et de réparation sont comptabilisées en charges.
 Elles font l'objet d'une comptabilisation en charges à payer lorsqu'il existe un décalage temporel entre l'engagement contractuel et la réalisation de ce dernier.

Les principales dispositions des différents contrats sont précisées ci-dessous :

contrat	Type de prestation	Durée	Clause de révision de prix	Révision contractuel du contrat	Option de renouvellement	Option de résiliation
BEARN	Construction	Jusqu'en 2019	Annuel, selon indice	Non	Non	Oui
SENERVAL	Construction	Jusqu'en 2030	Mensuel, selon indice	Non	Non	Oui, cas de manquement grave o intérêt général
OLERON	Exploitation	Jusqu'en 2013	Annuel, selon indice	Non	Oui, 3 fois 1 an	Oui
ALCEA	Construction	Jusqu'en 2024	Annuel, selon indice	Non	Non	Oui

S'agissant du contrat de Béarn, l'avenant 19, signé le 4 mars 2014, entre la société et le SMTD, a ramené la durée du contrat de délégation de service public à 20 ans, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat commune d'Olivet.

S'agissant du contrat d'Oléron, la clause de reconduction a été appliquée. De fait le contrat court jusqu'à la fin de l'année 2015.

S'agissant de la société Valaudia, il est précisé que, le 9 décembre 2013, la Cour d'appel administratif de Marseille a confirmé la décision du tribunal administratif de Marseille du 3 décembre 2010 relativement à l'invalidité de l'attribution de la Délégation de service Public attribuée au Groupe Séché (Séché Eco-industries/Valaudia) et portant sur la construction et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique dans le département de l'Aude. Le Conseil d'Etat a rejeté l'admission du pourvoi de la collectivité (Covaldem 11) et du Groupe séché contre cet arrêt. Ce dernier est donc devenu définitif. Le 19 décembre 2014, les parties ont signé un convention de résiliation au titre de laquelle le délégataire a été indemnisé pour un montant de 4 millions d'euros, couvrant l'ensemble des frais engagés pour le projet ainsi qu'une partie du préjudice subi au titre du manque à gagner.

Point 12 – Subventions publiques

Les subventions comptabilisées par le Groupe sont principalement liées à des actifs. Ces subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan dans la rubrique "autres passifs courants" sur la ligne "produits constatés d'avance". Elles sont ramenées au résultat au rythme d'amortissement de l'actif auquel elles sont adossées, sur la ligne "autres produits de l'activité".

Les éventuelles subventions d'exploitation sont constatées directement en revenus, sur la ligne « autres produits de l'activité ».

Point 13 - Instruments financiers

Les instruments financiers portés par le Groupe comprennent :

- des actifs financiers non dérivés : actifs disponibles à la vente, les prêts et créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ;
- des passifs financiers non dérivés : emprunts et autres financements, concours bancaires courants, dettes d'exploitation ;
- des instruments financiers mixtes ou dérivés : obligations convertibles en actions, options d'achat, instruments de couverture de flux de trésorerie.

Leur comptabilisation par le Groupe suit les principes édictés par IAS39 : Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée, pour les instruments qui ne sont pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement attribuables.

Point 13.1 – actifs financiers non dérivés

Actifs disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent principalement :

- les titres des sociétés non consolidées, dont la juste valeur est déterminée en tenant compte de la dernière quote-part de situation nette connue :
- Les autres valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers, à savoir, pour le Groupe, les autres titres immobilisés.

Toute variation de la juste valeur initialement comptabilisée est enregistrée directement en capitaux propres, sauf s'il est constaté une baisse significative ou prolongée de cette valeur (baisse de plus de 30% sur une période de 6 mois consécutive).

Lors de la cession de ces actifs financiers, les montants comptabilisés dans les capitaux propres sont repris en résultat.

Prêts et Créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations non consolidées, les prêts, dépôts et cautionnement, ainsi que les créances clients et autres créances opérationnelles (fiscales, sociales, autres).

Cette catégorie d'actifs est évaluée à sa juste valeur lors de la comptabilisation initiale (ce qui, dans la plupart des cas correspond à la valeur nominale), puis au coût amorti (selon la méthode du taux d'intérêt effectif) diminué du montant des éventuelles pertes de valeur.

Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les dépôts à vue, les dépôts à terme, et des placements liquides dans des valeurs mobilières de placement. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux.

Les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de Sicav monétaires. Elles sont enregistrées à leur juste valeur et toute variation de juste valeur est constatée en résultat.

Les dépôts à terme sont disponibles à tout moment. La rémunération minimum est

garantie, par tranche croissante semestrielle. Tout déblocage avant l'échéance est possible sans pénalités. Ces dépôts font l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courue entre la date de souscription et la date de clôture.

Point 13.2 - passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers du Groupe sont évalués initialement à leur juste valeur minorée des frais de transaction, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Point 13.3 – Instruments financiers dérivés

Instrument de couverture

Afin de gérer son exposition au risque de taux, le Groupe utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés de gré à gré avec des contreparties de premier plan.

Le Groupe utilise principalement des swaps de taux, des swaptions, des cap, floor et collar pour gérer son risque de taux lié au financement :

- les swaps utilisés par le Groupe permettent de passer d'un taux variable à un taux fixe. Les résultats dégagés sur ces swaps de taux d'intérêt, venant en couverture de passifs financiers, sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts. Notamment, le différentiel entre les intérêts à payer et les intérêts à recevoir est comptabilisé en produit ou charge d'intérêt sur la durée de vie des passifs couverts;
- les swaptions utilisés par le Groupe permettent de passer, sur option, d'un taux variable à un taux fixe. Si l'option est exercée, les principes comptables relatifs aux swaps s'appliquent;
- les cap, floor et collar permettent de limiter le risque de variation à la hausse ou à la baisse des taux sur la dette à taux variable. Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Concernant ces opérations de couverture de flux de trésorerie, le Groupe procède à l'évaluation en juste valeur de ses instruments dérivés :

- pour les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture et pour leur partie efficace, l'écart de valorisation est inscrit directement en capitaux propres (avec un reclassement en résultat lorsque la transaction se réalise);
- pour les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture et pour leur partie non efficace, l'écart de valorisation est enregistré en résultat.

Point 14 – Actions propres

Les actions autocontrôlées sont constatées en réduction des capitaux propres. Les profits et pertes résultant de la cession d'actions propres ainsi que les dividendes liés sont imputés, nets d'impôt, directement sur les capitaux propres.

Point 15 - Stocks

Conformément à IAS2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Point 16 - Provisions

Les provisions sont constituées au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision n'est dotée dans les comptes du Groupe qu'à condition que le montant de la sortie de ressources qui sera nécessaire pour éteindre l'obligation puisse être évalué de façon fiable. A défaut d'estimation fiable et/ou lorsque le Groupe estime disposer d'arguments solides et pertinents à l'appui de son instruction des contentieux, aucune provision n'est comptabilisée. L'information est alors présentée dans le chapitre "Gestion des risques et litiges — litiges et faits exceptionnels" des présentes annexes.

Les principales provisions constituées par le Groupe concernent les dépenses de suivi trentenaire, les coûts pour dépollution de site ainsi que des risques et litiges divers.

Point 16.1 - Provisions pour suivi trentenaire

Le Parlement européen a adopté le 26 avril 1999 une nouvelle directive européenne relative à la mise en décharge des déchets. Cette directive prévoit notamment la répercussion dans le prix d'élimination des déchets admis en décharge, de l'ensemble des coûts afférents : installation, exploitation, garantie financière, désaffectation du site et entretien.

Par ailleurs, la réglementation française du 9 septembre 1997 prévoit l'obligation de suivi long terme sur 30 ans pour toutes les installations susceptibles d'être exploitées après le 14 juin 1999.

De fait, le Groupe constitue, pour ses centres de stockage de déchets ultimes des provisions pour suivi trentenaire. Elles sont calculées autorisation par autorisation et constituées pendant la durée de leur exploitation, au prorata de la durée de vie estimée du site. L'estimation des coûts à engager, toujours effectuée autorisation par autorisation, est également effectuée par référence à la circulaire du 23 avril 1999 du Ministère de l'environnement, aux modes d'exploitation et aux prescriptions préfectorales. L'estimation des coûts à engager est revue de façon détaillée tous les trois ans au rythme de renouvellement des garanties financières. S'agissant de provisions dont l'échéance est supérieure à 12 mois, les provisions de suivi trentenaire font l'objet d'une actualisation financière.

Point 16.2 - Provisions pour dépollution de site

Par son activité, Séché Environnement peut générer deux natures de pollution possibles : "accidentelle" d'une part, "chronique" d'autre part. Quelle qu'en soit la nature le Groupe met en œuvre les contrôles nécessaires à la détection de toute pollution. Outre la surveillance organisée de tous les rejets et de leurs impacts, le Groupe a mis en place un dispositif de réduction des impacts lors d'événements accidentels.

Des provisions pour dépollution de site sont constatées dès lors que les faits sont connus et qu'une obligation de dépollution émane des autorités compétentes (DREAL par exemple). A ce jour, les informations disponibles permettent de préciser que Séché Environnement n'a pas connaissance de pollutions générées par les activités du Groupe.

Point 16.3 - Provisions pour litiges divers

Elles sont constituées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Particulièrement dans le cas de vérification fiscale, le montant des redressements notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne fait pas l'objet d'une provision si la Société concernée et le Groupe estiment que les points soulevés ne sont pas fondés ou s'il existe une probabilité satisfaisante de faire valoir le bienfondé de leur position dans le contentieux en cours les opposant à l'administration.

Point 16.4 - Avantages du personnel

Les avantages du personnel concernent les engagements du Groupe en matière d'indemnités de fin de carrière et au titre des médailles du travail.

S'agissant des médailles du travail, l'engagement du Groupe est pris en compte sous forme de provisions non courantes.

L'engagement actualisé à la date de clôture, déduction faite des actifs externalisés, est constaté sous forme de provisions. Toutefois, s'il s'avère que les versements antérieurs cumulés excèdent le montant de l'engagement à la date de clôture, une charge constatée d'avance est comptabilisée dans les comptes pour la différence.

S'agissant des sociétés mise en équivalence, (société GEREP et société SOGAD) l'engagement est constaté sous forme de provision.

Quel que soit l'engagement (médaille du travail ou indemnité de fin de carrière) et quelle que soit la méthode de comptabilisation (versement ou provision), celui-ci est calculé sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode prospective (méthode des unités de crédit projetées) intégrant notamment :

- les éléments statistiques de la table générationnelle TPF 2005 ;
- un taux de turn-over par métier et catégorie socioprofessionnelle déterminé sur la base des données historiques dont dispose le Groupe et un taux de revalorisation des salaires en fonction de l'ancienneté, du profil de carrière attendu, d'un maintien du pouvoir d'achat et des conventions collectives;

	2012	2013	2014
Turn-Over	Entre 3% et 7%	Entre 3% et 7%	Entre 3% et 7%
Revalorisation de salaires	Entre 3% et 5%	Entre 3% et 5%	Entre 3% et 5%

- un taux d'actualisation de 2,25% (versus 3,67% en 2013 et 4,11% en 2012);
- un taux d'inflation de 1,68 % (versus 1,75% en 2013 et 2% en 2012) ;
- un départ à la retraite des salariés cadres à l'âge de 67 ans à l'initiative de l'entreprise et des salariés non cadres à l'âge de 65 ans à leur initiative. Le montant de l'engagement est déterminé y compris charges sociales.

Les écarts actuariels sont enregistrés en capitaux propres, en application d'IAS19 révisée.

Point 17 - Coûts d'emprunt

Les intérêts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, à l'exception :

- des coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'actifs exigeant une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus : ces derniers sont incorporés au coût de ces actifs.
- des coûts directement attribuables à la mise en place d'un financement ou d'un refinancement : ces derniers sont comptabilisés

en déduction du financement instauré et recyclés en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Point 18 - Impôts sur les résultats

Point 18.1 - Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2000, le Groupe a opté pour le régime d'intégration fiscale. Il est précisé que l'option pour le régime de Groupe a été renouvelée au 1er janvier 2005 pour une nouvelle période de 5 ans puis par tacite reconduction par période de 5 ans. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement au moins à 95% par Séché Environnement.

Point 18.2 - Imposition différée

Des impôts différés sont calculés et généralement sur toutes les différences temporelles existantes entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale. Ils sont calculés selon la règle du report variable, société par société. Selon les dispositions d'IAS12, aucun impôt différé n'est comptabilisé pour les différences temporelles générées par un goodwill dont la dépréciation n'est pas déductible.

Les soldes nets d'imposition différée sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque entité fiscale. Les actifs nets d'impôts différés ne sont comptabilisés que si la Société a une raisonnable assurance de les récupérer au cours des prochaines années, au regard de ses perspectives d'activité et de la règlementation fiscale en vigueur.

Point 19 - Comptabilisation des produits

Les produits liés à la vente de biens sont constatés en produits des activités ordinaires dès lors que :

- le transfert à l'acheteur de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens a eu lieu;
- le Groupe ne participe plus à la gestion des biens ni n'en conserve le contrôle effectif;
- les coûts supportés ou à venir relatifs à la transaction peuvent être mesurés de façon fiable.

La comptabilisation des produits liés à la vente :

 de prestations de services (majorité des activités du Groupe) s'effectue selon les dispositions d'IAS18, c'est-à-dire lors de la réalisation de la prestation et lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés iront aux entités du Groupe.

 de prestations de constructions s'effectue selon les dispositions d'IAS11, selon la méthode de l'avancement définie par cette même norme. Le degré d'avancement est mesuré sur la base de l'avancement des prestations réalisées. Lorsqu'il apparaît probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits, une perte à terminaison est constatée en charge de la période pour la totalité de la différence.

Les montants perçus au titre des activités de mandat du Groupe sont enregistrés en nets des charges induites par ces mêmes activités.

Les produits des activités ordinaires générées dans le cadre des activités de concession de service public sont comptabilisés selon les dispositions de l'interprétation « IFRIC12 », et précisées au point 11 de la présente note.

Point 20 - Eléments financiers au compte de résultat

Point 20.1 - Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie

Le poste "produits de trésorerie et équivalent de trésorerie" comprend principalement les revenus des instruments financiers portés par le Groupe (obligations convertibles) nets des éventuelles provisions constatées et le résultat de cession des équivalents de trésorerie, net des pertes de valeurs constatées sur les équivalents de trésorerie portés à l'actif.

Point 20.2 - Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier brut comprend les charges d'intérêt sur les emprunts calculées au taux d'intérêt effectif ainsi que le coût de la couverture de taux sur ces mêmes emprunts.

Le coût de l'endettement financier net correspond au coût de l'endettement financier brut sous déduction des produits de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Point 20.3 – Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers correspondent aux revenus des prêts et créances financiers, aux dividendes versés des sociétés non consolidées, au résultat de change, à la désactualisation des provisions et aux pertes de valeur sur actifs financiers.

1.1.6.2. <u>Périmètre de consolidation</u>

1.1.6.2.1. Société mère

Séché Environnement

Société anonyme au capital de 1 726 974 €

Les Hêtres – CS 20020 – 53811 Changé cedex

1.1.6.2.2. Filiales consolidées

Dénomination		Siren	% d'intérêt	Mode
Alaća	Character 1	754 200 560	400.00	d'intégration
Alcéa	Changé (France)	751 380 569	100,00	IG
Béarn Environnement	Pau (France)	393 439 203	100,00	IG
Drimm	Montech (France)	339 278 871	100,00	IG
IberTredi Medioambiental	Barcelone (Espagne)		100,00	IG
Opale Environnement	Calais (France)	332 359 637	100,00	IG
Séche Alliance	Changé (France)	556 850 279	99,94	IG
Séché Éco-services	Changé (France)	393 307 053	99,98	IG
Séché Éco-industries	Changé (France)	334 055 183	99,99	IG
Séché Energie	Changé (France)	808 420 541	100,00	IG
Séché Transports	Changé (France)	391 918 885	99,50	IG
Sénergies	Changé (France)	306 919 535	80,00	IG
SCI LCDL	Changé (France)	410 629 752	99,80	IG
SCI Les Chênes Secs	Changé (France)	397 475 138	99,80	IG
SCI Mézerolles	Changé (France)	340 493 840	99,99	IG
Sem Tredi	(Mexique)		100,00	IG
Sotrefi	Etupes (France)	315 669 218	100,00	IG
Sénerval	Strasbourg (France)	519 253 355	99,90	IG
Speichim Processing	Saint Vulbas (France)	389 218 850	100,00	IG
Tredi Argentina	Buenos Aires (Argentine)	-	100,00	IG
Tredi SA	Saint Vulbas (France)	338 185 762	100,00	IG
Triadis Services	Etampes (France)	384 545 281	100,00	IG
UTM	Lübeck (Allemagne)		100,00	IG
Valls Quimica	Valls (Espagne)		100,00	IG
Valaudia	Changé (France)	514 944 867	100,00	IG
Sogad	Le Passage (France)	322 323 783	50,00	MEE
Gerep	Paris (France)	320 179 559	50,00	MEE
Altergies	Paris (France)	510 346 133	18,84	MEE
SAS Laval Energie Nouvelle	Laval (France)	808 190 375	35,00	MEE
SAEM Transval	Saint Georges les Baillargeaux	539 131 698	35,00	MEE
	(France)		,	
La Barre Thomas	Rennes (France)	392 583 563	40,00	MEE
Hungaropec	Budapest (Hongrie)		99,57	Activité
	. 1 0 1		,-	abandonnée

1.1.6.2.3. Filiales non consolidées

Certaines participations ont été exclues du périmètre de consolidation. Au 31 décembre, il ne s'agit que de sociétés en liquidation.

(en milliers d'euros)	% détention du Groupe	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	Juste valeur de la participation
Sociétés commerciales				
- Trédi New Zealand (*)	100,00 %	NC	NC	/

^(*) Société pour laquelle la liquidation est en cours.

1.1.6.3. Notes explicatives sur les comptes

1.1.6.3.1. Notes sur le bilan

Note 1 – Immobilisations incorporelles

Note 1.1 Goodwill

La synthèse des goodwill, ventilé par UGT est la suivante :

(en milliers d'euros)	France	Allemagne	Espagne	TOTAL
	VALEUR I	BRUTE		
31/12/12 RETRAITE	243 671	3 582	6 790	254 044
Mouvement de périmètre	(546)	1	/	(546)
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/		/	/
31/12/13	243 125	3 582	6 790	253 498
Mouvement de périmètre	/	1	/	/
Augmentations	/	1	/	/
Diminutions	/	/		/
31/12/14	243 125	3 582	6 790	253 498
	PERTE DE V	/ALEUR		
31/12/12 RETRAITE	(20 220)	1	(5 674)	(25 894)
Mouvement de périmètre	/	/	/	1
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/		/
31/12/13	(20 220)	1	(5 674)	(25 894)
Mouvement de périmètre	/	/	/	1
Augmentations	/	/	1	/
Diminutions	/	/	1	/
31/12/14	(20 220)	1	(5 674)	(25 894)
	VALEUR	NETTE		
31/12/12 RETRAITE	223 451	3 582	1 117	228 150
Mouvement de périmètre	(546)	1	1	(546)
Augmentations	/	/	1	/
Diminutions	/			/
31/12/13	222 906	3 582	1 117	227 604
Mouvement de périmètre	/	1	/	/
Augmentations	/	1	/	/
Diminutions	/	1		/
31/12/14	222 906	3 582	1 117	227 604

Sans indice de perte de valeur, les tests de dépréciation sont réalisés une fois par an, au 31 décembre. Le test de dépréciation réalisé en 2014 (selon les modalités précisées dans la présente annexe, dans les principes et méthodes comptables – valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles) a permis de conclure à l'absence de dépréciation à constater.

Le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini d'une part, et le taux de croissance de l'activité d'autre part sont les hypothèses les plus sensibles concernant l'évaluation des tests de dépréciation. Une hausse de 0,5 point de base du taux d'actualisation aurait pour effet de minorer la juste valeur de l'ensemble des écarts d'acquisition du Groupe de 85 millions d'euros. Une telle minoration ne conduirait pas le Groupe à constater de perte de valeur. Une baisse de 0,5 point du taux de croissance à l'infini aurait pour effet de minorer la juste valeur de l'ensemble des

écarts d'acquisition du Groupe de 69 millions d'euros. Une baisse annuelle de 1 point du taux de croissance de l'activité des 3 premières années du plan induirait une minoration de 18 millions de la juste valeur des écarts d'acquisition du Groupe, et conduirait à constater de perte de valeur de 3 millions de l'écart d'acquisition.

Il est par ailleurs précisé que l'analyse de sensibilité n'a pas fait apparaître de scénario probable selon lequel la valeur recouvrable des UGT deviendrait inférieure à leur valeur nette comptable.

Note 1.2 Tableau de variation des autres immobilisations incorporelles

	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	Actifs incorporels	Autres	
(en milliers d'euros)	Logiciels, brevets	du domaine	immobilisations	TOTAL
		concédé	incorporelles	
	VALEUR BRUTE			
Au 31/12/2012 RETRAITE	7 742	19 212	6 255	33 210
Augmentations (investissements)	455	25 377	772	26 604
Sorties (cessions, mise au rebut)	(223)	/	/	(223)
Autres mouvements	125	/	8 190	8 315
Au 31/12/2013	8 098	44 590	15 218	67 905
Augmentations (investissements)	470	8 348	357	9 175
Sorties (cessions, mise au rebut)	(233)	/	(6)	(239)
Autres mouvements	(22)	(4 493)	(68)	(4 582)
Au 31/12/2014	8 313	48 445	15 501	72 258
	AMORTISSEMEN	TS		
Au 31/12/2012 RETRAITE	(7 300)	1	(214)	(7 514)
Dotations	(461)	(969)	(8)	(1 438)
Reprises	223	/	/	223
Autres mouvements	46	/	(4 270)	(4 224)
Au 31/12/2013	(7 492)	(969)	(4 492)	(12 953)
Dotations	(525)	(2 740)	(92)	(3 357)
Reprises	233	/	6	239
Autres mouvements	7	(16)	/	(9)
Au 31/12/2014	(7 777)	(3 725)	(4 578)	(16 080)
	PERTE DE VALEU	JR		
Au 31/12/2012 RETRAITE	(4)	1	1	(4)
Dotations	/	/	1	/
Reprises	/	/	/	/
Autres mouvements	/	/	/	/
Au 31/12/2013	(4)	1	1	(4)
Dotations	/	/	1	/
Reprises	/	/	/	/
Autres mouvements	/	/	1	/
Au 31/12/2014	(4)	1	1	(4)
	VALEUR NETTE			
Au 31/12/2012 RETRAITE	439	19 212	6 041	25 693
Augmentations (investissements)	(7)	24 408	764	25 165
Sorties (cessions, mise au rebut)		/	/	/
Autres mouvements	170	/	3 920	4 091
Au 31/12/2013	602	43 620	10 726	54 948
Augmentations (investissements)	(56)	5 609	264	5 817
Sorties (cessions, mise au rebut)		/	/	/
Autres mouvements	(15)	(4 509)	(68)	(4 591)
Au 31/12/2014	532	44 720	10 923	56 175

Aucune immobilisation incorporelle n'a été générée en interne.

Note 1.3 Décomposition des autres mouvements des autres immobilisations incorporelles

(valeur nette en milliers d'euros)	Logiciels, brevets	Actifs incorporels du domaine concédé	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	
Regroupement d'entreprises	/	/	1	/	
Ecart de conversion	/	/	1	/	
Autres mouvements	170	/	3 920	4 091	
TOTAL Au 31/12/2013	170	1	3 920	4 091	
Regroupement d'entreprises	/	/	/	/	
Ecart de conversion	/	/	/	/	
Autres mouvements	(15)	(4 509)	(68)	(4 591)	
TOTAL Au 31/12/2014	(15)	(4 509)	(68)	(4 591)	

Les autres mouvements sont principalement composés, en 2014, du reclassement en actifs financiers du droit incorporel à recevoir de la trésorerie de Nantes métropole.

En 2013, ils étaient impactés par le reclassement, en immobilisations corporelles du reclassement de charges constatées d'avance en immobilisations incorporelles.

Note 2 – Immobilisations corporelles

Note 2.1 Tableau de variation des immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructi ons	Inst. Techn.	Matériel de transport	Agenceme nts	Matériel de bureau	Immobilis ations en cours	lmmob. Loc-fi	TOTAL
	in a lurali		VALE	UR BRUTE			Cours		
Au 31/12/2012 RETRAITE	27 884	181 172	313 484	16 921	47 546	7 636	11 362	48 788	654 792
Augmentations	122	1 702	7.644	2.020	2 427	504	45.054	445	
(investissements)	133	1 702	7 611	2 039	2 427	591	15 064	412	29 976
Sortie (cessions, mise au rebut)	(386)	(42 523)	(1 316)	(2 178)	(8 094)	(348)	(36)	(525)	(55 405)
Autres mouvements	1 998	(800)	(6 214)	(589)	2 218	(242)	(12 785)	(1 759)	(18 173)
Au 31/12/2013	29 629	139 550	313 566	16 193	44 096	7 636	13 605	46 916	611 192
Augmentations	693	3 682	9 774	1 539	3 739	. 222	12.027	420	22.246
(investissements)	033	3 002	3 / / 4	1 533	3 /39	372	13 027	420	33 246
Sortie (cessions, mise au rebut)	(443)	(3 341)	(6 968)	(943)	(539)	(87)	70	(67)	(12 318)
Autres mouvements	94	16 206	16 069	(20)	11 999	(11)	(9 433)	(35 003)	(99)
Au 31/12/2014	29 973	156 098	332 441	16 768	59 295	7 910	17 269	12 266	632 020
			AMORT	ISSEMENTS					
Au 31/12/2012 RETRAITE	(3 874)	(144 847)	(249 823)	(12 910)	(31 288)	(6 489)	/	(35 468)	(484 697)
Dotations	(263)	(9 531)	(13 645)	(2 020)	(2 692)	(702)	/	(1 936)	(30 790)
Reprises	/	42 522	1 258	2 175	8 008	347	/	517	54 826
Autres mouvements	24	2 705	9 305	(157)	866	237	/	2 675	15 655
Au 31/12/2013	(4 113)	(109 151)	(252 905)	(12 912)	(25 106)	(6 607)	/	(34 212)	(445 006)
Dotations	(494)	(9 103)	(13 281)	(1 747)	(2 927)	(552)	/	(2 122)	(30 226)
Reprises	311	2 237	3 882	872	248	73	/	67	7 690
Autres mouvements	/	(7 433)	(12 447)	1	(10 850)	9	/	30 871	151
Au 31/12/2014	(4 297)	(123 450)	(274 751)	(13 786)	(38 635)	(7 077)	/	(5 396)	(467 391)
			PERTE	DE VALEUR					
Au 31/12/2012 RETRAITE	(299)	1	(569)	1	1	/	(344)	/	(1 213)
Dotations	1	/	(47)	/	1	/	/	/	(47)
Reprises	/	1	/	/	/	1	/	,	, ,
Autres mouvements	/	/	,	1	/	/	/	,	,
Au 31/12/2013	(299)	1	(616)	1	/	1	(344)	/	(1 260)
Dotations	/	/	1	1	/	/	/	/	
Reprises	/	/	442	/	/	/	/	/	442
Autres mouvements	/	/	/	/	/	/	/	/	1
Au 31/12/2014	(299)	/	(174)	1	/	/	(344)	/	(818)
		and Amelinia	VALE	UR NETTE	MILES NO.	a in Brein		A THRUSTER	
Au 31/12/2012 RETRAITE	23 712	36 325	63 091	4 011	16 258	1 147	11 018	13 320	168 882
Augmentations	(4.24)	(7,000)	(5.004)		()				
(investissements)	(131)	(7 830)	(6 081)	19	(265)	(111)	15 064	(1 525)	(860)
Sortie (cessions, mise au rebut)	(386)	(1)	(58)	(3)	(86)	(2)	(36)	(8)	(579)
Autres mouvements	2 022	1 905	3 091	(746)	3 083	(5)	(12 785)	916	(2 517)
Au 31/12/2013	25 217	30 399	60 044	3 281	18 990	1 029	13 261	12 704	164 925
Augmentations	400	/F 400)	/2 ===:						
(investissements)	199	(5 420)	(3 507)	(209)	812	(180)	13 027	(1 702)	3 020
Sortie (cessions, mise au rebut)	(132)	(1 103)	(2 644)	(71)	(291)	(15)	70	/	(4 186)
Autres mouvements	94	8 772	3 623	(19)	1 149	(2)	(9 433)	(4 133)	52
Au 31/12/2014	25 377	32 648	57 516	2 982	20 660	833	16 925	6 870	163 811

Note 2.2 Décomposition des autres mouvements des immobilisations corporelles

Valeur nette (en milliers d'euros)	Terrains	Construct	Inst. Techn.	Matériel de transport	Agencem ents	Matériel de bureau	Immobilis ations en cours	Immob. Loc-fi	TOTAL
			Sur 20	13				(Children)	
Regroupement d'entreprises	(626)	(1 578)	(869)	(11)	866	(7	60	(525)	(2 691)
Ecart de conversion	(13)	(13)	(8)	(7)	/		/ /	/	(42)
Autres mouvements	2 661	3 496	3 968	(727)	2 218		(12 845)	1 442	215
TOTAL	2 022	1 905	3 091	(746)	3 083	(5	(12 785)	916	(2 517)

Sur 2014													
Regroupement d'entreprises	/	1	1	/	/	/	1	/	1				
Ecart de conversion	3	3	(2)	(2)	/	/	1	/	2				
Autres mouvements	91	8 769	3 625	(17)	1 149	(2)	(9 433)	(4 133)	50				
TOTAL	94	8 772	3 623	(19)	1 149	(2)	(9 433)	(4 133)	52				

Les autres mouvements correspondent principalement à des mises en service d'immobilisations en cours et à des reclassements de compte à compte.

En 2013, ils enregistrent également l'impact du changement de mode d'intégration de SOGAD et GEREP, respectivement d'intégration proportionnelle et intégration globale à intégration par mise en équivalence.

Note 3 – Participations dans les entreprises associées

Note 3.1 Synthèse des participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées portées par le Groupe sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	% détention du Groupe	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	Valeur Nette Comptable des participations
- La Barre Thomas	40%	541	36	216
- Altergies	18,84%	1 002	(26)	189
- Laval Energie Nouvelle	35%	220	(280)	77
- Transval	35%	120	(16)	42
- Gerep	50%	(3 470)	(2 715)	/
- Sogad	50%	(1609)	249	320
TOTAL				844

Note 3.2 Variation des participations dans les entreprises associées

La variation des participations dans les entreprises associées portées par le Groupe s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur au 31/12/12 Retraité	Valeur au 31/12/13	Résultat	Variation JV par les	EC	Variation périmètre	Autres mouvts	Valeur au 31/12/14
		200		KP			,	
- La Barre Thomas	188	202	14	/	/	/	/	216
- Altergies	158	195	(6)	/	/	/	/	189
- Laval Energie	/	/	(98)	/	/	175	/	77
Nouvelle								
- Transval	53	47	(5)	/	/	/	/	42
- Sci Noiseraie	35	/	/	/	/	/	/	/
- Gerep	/	/	(1 360)	/	/	/	1 360	/
- Sogad	/	310	124	(27)	/	/	(88)	320
TOTAL	434	753	(1 331)	(27)		175	1 272	844

Note 3.3 Informations financières sur les entreprises associées

Les informations financières résumées des entreprises associées sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	La Barre Thomas	Altergies	Laval Energie Nouvelle	Transval	Gerep	Sogad
Date dernières infos	dernières infos 31/12/14 31/12/14 31/12/1		31/12/14	31/12/14	31/12/14	31/12/14
financières connues						
- % détenus	40%	18,84%	35%	35%	50%	50%
- actifs non courants	19	138	Nc	/	1 158	1 136
- actifs courants	1 476	1 828	Nc	173	993	1 704
- capitaux propres	541	1 002	Nc	120	(3 470)	(1 609)
- passifs non courants	/	/	Nc	/	3 103	2 488
- passifs courants	954	965	Nc	53	2 518	1 961
- chiffre d'affaires	3 283	178	734	160	2 746	4 393
- Excédent Brut	37	(112)	34	(16)	(1 668)	833
d'Exploitation	Ŷ					
- Résultat Opérationnel	34	(127)	(280)	(16)	(2 902)	362
Courant						
- Résultat Opérationnel	34	(127)	(280)	(16)	(2 713)	362
- Résultat net	36	(26)	(280)	(16)	(2 715)	249

Note 3.4 Transactions avec les entreprises associées

Le Groupe n'a réalisé aucune transaction significative avec ses entreprises associées.

Note 4 – instruments financiers

(en milliers d'euros)	20	012 Retrait	é		2013		2014		
	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL
Actifs financiers disponibles à la vente	1978	1	1 978	1 755	/	1 755	1 808	/	1 808
Prêts et créances financiers au coût	2 799	131	2 930	3 602	90	3 692	6 872	1 038	7 910
amorti									
Actifs financiers	4 7 7 8	131	4 909	5 358	90	5 448	8 681	1 038	9 719
Créances clients et autres débiteurs	2 105	126 540	128 645	1 501	133 821	135 322	3 067	139 127	142 193
Autres actifs courants (yc. créances IS)	677	34 547	35 224	/	27 262	27 262	/	29 162	29 162
Prêts-créances opérationnels au coût	2 782	161 088	163 870	1 501	161 083	162 584	3 067	168 289	171 355
amorti									
Instruments de couverture actifs	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Autres instruments à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Actifs financiers à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Trésorerie et équivalents de trésorerie	/	22 597	22 597	/	28 032	28 032	/	38 756	38 756
Total ACTIFS FINANCIERS	7 560	183 815	191 375	6 859	189 205	196 064	11 748	208 083	219 830
Dettes financières	218 154	28 000	246 154	222 630	30 788	253 418	241 824	29 829	271 653
Instruments de couverture passifs	3 307	744	4 051	1 773	155	1 928	547	596	1 143
Autres passifs	189	163 027	163 216	2 911	171 707	174 618	4 938	174 945	179 883
Total PASSIFS FINANCIERS	221 650	191 770	413 420	227 314	202 649	429 963	247 309	205 370	452 679

Note 4.1 Actifs financiers

Note 4.1.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont composés :

- des titres de participation des sociétés non consolidées du fait d'un processus de liquidation en cours;
- de titres immobilisés (principalement l'investissement du Groupe dans les fonds Emertec).

Leur valeur nette se détaille comme suit :

(en milliers d'euros) (valeur nette)	31/12/12 Retraité	31/12/13	Var JV par les KP	Acquisiti on	Autres mouvts	Cession / Rembt	31/12/14
- obligations (principal+ intérêts capitalisés)	202 253	/	/	/	/	1	/
- Obligations (intérêts non capitalisés)	10 698	/	/	1	/	/	/
TOTAL composante obligataire - brut	212 951	/	/	1	/	/	1
- provision sur composante obligataire	(212 951)	/	/	1	/	1	/
TOTAL composante obligataire - net	1	/	/	1	/	1	1
- Trédi New Zealand	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL titres non consolidés	/	/	1	/	/	1	/
- Emertec	1 907	1 703	(147)	/	/	1	1 555
- autres titres	71	52	/	200	/	/	253
TOTAL Autres titres	1 978	1 755	(147)	200	1	1	1 808
Total actifs financiers disponible à la vente	1 978	1 755	(147)	200	1	1	1 808

Note 4.1.2 Prêts et créances au coût amorti

Les prêts et créances sont composés :

- De prêts et dépôts et cautionnement reçus à caractère financier, comptabilisés en actifs financiers (courants et non courants);
- Des créances clients et autres débiteurs ;
- Des autres actifs (courants et non courants);

En milliers d'euros	2	012 Retrait	é		2013			2014	
	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL
Dépôts et cautionnement	1 638	20	1 658	1 711	12	1 723	1 938	350	2 288
Prêts	1 161	111	1 273	1 892	78	1 970	999	82	1 081
Créances opérat. concessives	/	/	/	/	/	/	3 935	606	4 541
Prêts et créances financiers	2 799	131	2 930	3 603	90	3 692	6 872	1 038	7 910
Clients et autres débiteurs	2 105	126 540	128 645	1 501	133 821	135 322	3 067	139 127	142 193
Etat	/	16 772	16 772	/	16 257	16 257	/	16 184	16 184
Créances IS	677	12 593	13 270	/	2 171	2 171	/	411	411
Avances et acomptes versés	/	496	496	/	3 700	3 700	/	1 505	1 505
Créances sociales	/	89	89	1	126	126	/	233	233
Créances / cession d'immos	/	2 828	2 828	/	2 177	2 177	/	1 030	1 030
Créances Diverses	/	999	999	/	2 571	2 571	/	9 538	9 538
Compte-courants débiteurs	/	769	769	/	261	261	/	261	261
Autres actifs courants	677	34 547	35 225	/	27 262	27 262	/	29 162	29 162
Prêts et créances opérationnels	2 782	161 088	163 870	1 501	161 083	162 584	3 067	168 288	171 355
Prêts et créances au cout amorti	5 581	161 219	166 800	5 104	161 173	166 277	9 940	169 327	179 266

Les dépréciations et pertes de valeur sur prêts et créances au coût amorti se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2012 Retraité				2013		2014			
	Brut	Dép / perte valeur	Net	Brut	Dép / perte valeur	Net	Brut	Dép / perte valeur	Net	
Prêts et créances financiers	2 930	/	2 930	3 692	/	3 692	4 870	(1 500)	3 370	
Clients et autres débiteurs	132 123	(3 478)	128 645	138 480	(3 158)	135 322	145 734	(3 541)	142 193	
Autres actifs	35 846	(621)	35 225	27 847	(584)	27 262	34 287	(584)	33 703	
Prêts et créances au coût amorti	170 899	(4 099)	166 800	170 018	(3 742)	166 277	184 891	(5 625)	179 266	

Note 4.1.3 Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

En milliers d'euros	2	012 Retrait	é		2013			2014	
	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL
Actifs de couverture	/	/	1	/	/	1	/	/	1
Actifs financiers à la JV par rst	/	/	/	/	/	/	/	/	1

Actif de couverture

Les actifs de couverture ont été mis en place par le Groupe dans le cadre de sa politique de gestion de son risque de taux d'intérêts, et sont analysés note 4.3.

Note 4.1.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Equivalents de trésorerie	9 182	9 183	15 642
Trésorerie	13 415	18 850	23 113
Total	22 597	28 032	38 756

Les équivalents de trésorerie correspondent à des SICAV.

Le résultat de cession comptabilisé sur la période au titre des SICAV s'élève à 0,3 million d'euros enregistré sur la ligne "Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie" du compte de résultat.

Note 4.2 passifs financiers

Note 4.2.1 Dettes financières

Variation de l'endettement

en milliers d'euros)	31/1	2/2012 Ret	raité	3	1/12/2013		3	1/12/2014	
ž)	Non	Courant	Total	Non	Courant	Total	Non	Courant	Total
3 *	courant			courant	100		courant		
En-cours dettes financières	185 472	22 431	207 903	193 011	25 122	218 132	187 660	28 218	215 878
Impact TIE	(1 797)	(693)	(2 490)	(1 174)	(606)	(1 779)	(619)	(550)	(1 169)
Emprunts / Ets crédit	183 675	21 739	205 413	191 837	24 516	216 353	187 041	27 668	214 709
En cours Emprunt obligataire	25 000	/	25 000	25 000	/	25 000	50 000	/	50 000
Impact TIE	(2 069)	(279)	(2 348)	(1 759)	(309)	(2 068)	(879)	(185)	(1 064)
Emprunts obligataire	22 931	(279)	22 653	23 241	(309)	22 931	49 121	(185)	48 936
Location financement	10 705	5 191	15 896	6 952	5 172	12 124	5 327	1 626	6 954
Autres dettes financières	843	815	1 658	600	904	1 504	335	578	913
Concours bancaires courants	/	534	534	/	505	505	/	141	141
TOTAL	218 154	28 000	246 154	222 630	30 788	253 418	241 824	29 829	271 653

La variation de l'endettement sur l'exercice peut s'analyser comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/1	31/12/1	Augmenta	Rembours	Var	Coût	EC	Autres	31/12/1
	2	3	tion	ement	périm	amorti		mvts	4
	Retraité								
Dettes auprès ets crédit	205 413	216 353	23 623	(25 708)	/	611	/	(169)	214 709
Dettes obligataires	22 653	22 931	50 000	(25 000)	/	1 004	/	/	48 936
Location financements	15 896	12 124	420	(5 607)	/	/	/	17	6 954
Autres dettes financières	1 658	1 504	1	(591)	/	/	/	/	913
СВС	534	505	/	(364)	/	/		/	141
Total	246 154	253 418	74 043	(57 270)	/	1 615	/	(152)	271 653

Tableau de l'endettement

Au 31 décembre 2014, l'endettement du Groupe se décompose de la façon suivante :

établissements de crédit	Fixe Total ariable	0% <t<4%< th=""><th>19 278 122 677 1 403 8 390 28 251 34 709 214 709</th><th>moins d'un an de 1 à 5 ans plus de 5 ans moins d'un an de 1 à 5 ans plus de 5 ans moins d'un an</th><th>Dette contractée à taux variable Couverture de taux sur 102,5 M€</th></t<4%<>	19 278 122 677 1 403 8 390 28 251 34 709 214 709	moins d'un an de 1 à 5 ans plus de 5 ans moins d'un an de 1 à 5 ans plus de 5 ans moins d'un an	Dette contractée à taux variable Couverture de taux sur 102,5 M€
	Total	0% <t<4%< td=""><td>1 403 8 390 28 251 34 709 214 709</td><td>plus de 5 ans moins d'un an de 1 à 5 ans plus de 5 ans</td><td>Couverture de taux sur 102,5 M€</td></t<4%<>	1 403 8 390 28 251 34 709 214 709	plus de 5 ans moins d'un an de 1 à 5 ans plus de 5 ans	Couverture de taux sur 102,5 M€
	Total	0% <t<4%< td=""><td>8 390 28 251 34 709 214 709</td><td>moins d'un an de 1 à 5 ans plus de 5 ans</td><td></td></t<4%<>	8 390 28 251 34 709 214 709	moins d'un an de 1 à 5 ans plus de 5 ans	
	Total	0% <t<4%< td=""><td>28 251 34 709 214 709</td><td>de 1 à 5 ans plus de 5 ans</td><td></td></t<4%<>	28 251 34 709 214 709	de 1 à 5 ans plus de 5 ans	
	Total	0% <t<4%< td=""><td>34 709 214 709</td><td>plus de 5 ans</td><td></td></t<4%<>	34 709 214 709	plus de 5 ans	
			214 709		
				moins d'un an	
Dette obligataire Va	ariable		/	moins d'un an	
			,		
			/	de 1 à 5 ans	
			/	plus de 5 ans	
			(185)	moins d'un an	
	Fixe	11,0%	24 255	de 1 à 5 ans	
			24 866	plus de 5 ans	
* [Total		48 936		
Location financement Va	ariable		338	moins d'un an	
			1 509	de 1 à 5 ans	
			313	plus de 5 ans	
			1 288	moins d'un an	
	Fixe	4% <t<13%< td=""><td>3 506</td><td>de 1 à 5 ans</td><td></td></t<13%<>	3 506	de 1 à 5 ans	
			/	plus de 5 ans	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Total		6 954		
Autres dettes financières Va	ariable		220	moins d'un an	
Diverses			275	de 1 à 5 ans	
			/	plus de 5 ans	
	Fixe		358	moins d'un an	
			60	de 1 à 5 ans	
			/	plus de 5 ans	
	Total		913	•	
Concours bancaires courants Va	ariable		141	moins d'un an	
	TOTAL		271 653		
Dont courant			29 829	moins d'un an	
Dont non courant			241 824	plus d'un an	

Contrat de location financement

(en milliers d'euros)	Valeur nette comptable	тот	AL paiements m	inimaux futurs		TOTAL paiement sous-loc actualisé
	31/12/14	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5	
Terrains	/	/	1	1	/	
Constructions	2 368	2 281	396	1 569	315	/
Installations techniques - outillages industriels	3 253	3 598	994	2 604	/	/
Matériels de transport	1 248	1 478	406	1 072	/	/
Installations agencements	/	/	/	1	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	/	/	/	1	/	/

(en milliers d'euros)	Valeur nette comptable	TOTAL	TOTAL paiement sous-loc actualisé			
	31/12/14	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5	
Terrains	/	/	/	/	/	/
Constructions	2 368	2 173	391	1 493	289	/
Installations techniques - outillages industriels	3 253	3 477	980	2 497	1	/
Matériels de transport	1 248	1 427	400	1 027	/	/
Installations agencements	/	/	/	/	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	/	/	/	/	/	/

Les contrats de location-financement portés par le Groupe sont principalement constitués de contrat de crédit-baux, assortis d'options d'achat. 31 % des contrats (en pourcentage de la dette rattachée) sont à taux variable (avant prise en compte de toute opération de couverture), indexés principalement sur l'EURIBOR 3 mois.

Note 4.2.2 Passifs financiers à la JV par le résultat

Les passifs financiers à la JV par le résultat correspondent aux instruments financiers dérivés de couverture, mis en place par le Groupe dans le cadre de sa gestion du risque de taux. Ils sont analysés note 4.3.

Note 4.2.3 Autres passifs au coût amorti

(en milliers d'euros)	20)12 Retrait	é		2013			2014	
	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL
Fournisseurs	3	73 390	73 393	/	75 958	75 958	/	77 295	77 295
Dettes sur acquisition d'immobilisations	186	18 332	18 517	2 911	16 901	19 812	1 131	11 195	12 326
Avances & acomptes reçus	/	4 566	4 566	/	7 116	7 116	/	3 509	3 509
Social	/	22 534	22 534	/	23 302	23 302	/	25 439	25 439
Etat (hors IS)	/	21 829	21 829	/	24 386	24 386	3 806	31 342	35 149
IS	/	904	904	/	294	294	/	578	578
Comptes courants créditeurs	/	141	141	/	/		/	/	/
Dettes diverses	/	1 159	1 159	/	1 847	1 847	/	1 858	1 858
Passif de renouvellement	/	10 591	10 591	/	11 078	11 078	/	10 705	10 705
Produits constatés d'avance	1	9 580	9 580	/	10 825	10 825	/	13 022	13 022
AUTRES PASSIFS	189	163 027	163 215	2 911	171 707	174 617	4 938	174 945	179 883

Note 4.3 instruments financiers de couverture

En milliers d'euros	2012 Retraité				2013		2014		
	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL
Instruments de couverture actif	/	/	1	/	/	1	/	1	1
Instruments de couverture passif	3 307	744	4 051	1 773	155	1 928	547	596	1 143

Les instruments financiers utilisés par le Groupe ont pour objet la couverture des flux de trésorerie liés à son financement. La gestion de ces instruments négociés sur des marchés organisés est effectuée par la Direction financière du Groupe.

(milliers d'euros)	2012 R	etraité	20	13	2014		
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur	
	opération		opération		opération		
Swap	114 382	(3 724)	83 711	(1 891)	80 000	(1 056)	
Collar	34 882	(221)	31 211	(52)	22 500	(94)	
Instruments mixtes	7 500	(107)	/	/	/	/	
Total	156 764	(4 051)	114 922	(1 929)	102 500	(1 143)	

Au 31 décembre 2014, la maturité des instruments de couverture des flux de trésorerie est la suivante :

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Swap	50 000	30 000	/	80 000
Collar	/	22 500	/	22 500
Instruments mixtes	/	/	/	/
Total	50 000	52 500	/	102 500

Les pertes et gains enregistrés en capitaux propres sur la période s'élèvent à 0,8 million

d'euros, et le montant cumulé au 31 décembre 2014 des pertes et gains enregistrés en capitaux propres s'élèvent à – 1,1 million d'euros. La part inefficace de ces couvertures comptabilisée en résultat sur 2014 est non significative.

Aucun montant des capitaux propres n'a été recyclé et comptabilisé dans le résultat de la période.

Note 5 - Provisions courantes et non courantes

Note 5.1 Tableau de variation des provisions courantes et non courantes

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	Autres mvts	Impact KP	Dotatio n	Reprise Utilisée	Reprise non	2014
							utilisée	
Avantages au personnel (1)	809	599	/	1 145	586	(3)	/	2 327
Autres provisions non courantes (2)	3 961	7 254	(140)	/	1 605	(171)	/	8 548
PROVISIONS NON COURANTES	4 770	7 853	(140)	1 145	2 191	(174)	/	10 875
Provision litiges	858	669	/	/	501	(36)	(65)	1 069
Provision BEFS	659	725	- /	/	1	(661)	(64)	/
Provision autres risques	373	27	/	/	141	/	/	168
Provision risque fiscal	6 780	6 335	(6 335)	/	1	/	/	/
Provision déchets à traiter	154	140	/	/	61	(53)	/	148
Provision autres charges	1 048	947	(297)	/	190	(322)	/	518
PROVISIONS COURANTES	9 872	8 842	(6 631)	1	894	(1 072)	(129)	1 904
TOTAL	14 642	16 695	(6 771)	1 145	3 084	(1 246)	(129)	12 778

⁽¹⁾ Les provisions « indemnités de fin de carrière » et médaille du travail sont calculées conformément à la méthodologie précisée dans les principes et méthodes comptables

(2) Provision suivi trentenaire

Note 5.2 Décomposition des autres mouvements

(en milliers d'euros)	Regroupement d'entreprises	Ecart de conversion	Autres mouvements	TOTAL
Avantages au personnel	/	/	/	
Autres provisions non courantes	,	,	(140)	(140)
PROVISIONS NON COURANTES	1	1	(140)	(140)
Provision litiges	/	1	1	1
Provision BEFS	/	/	/	,
Provisions autres risques	/	/	/	,
Provision risque fiscal	/	/	(6 335)	(6 335)
Provision déchets à traiter	/	/	. /	. /
Provisions autres charges	/	/	(297)	(297)
PROVISIONS COURANTES	1	1	(6 631)	(6 631)
TOTAL	/	/	(6 771)	(6 771)

Les autres mouvements correspondent pour l'essentiel, au reclassement de la somme provisionnée au titre du litige fiscal Valls Quimica en charge à payer, suite à l'accord intervenu entre les parties sur un échéancier de paiement.

Note 5.3 Avantages au personnel – Indemnités de Fin de Carrière et Médaille du travail

Les avantages au personnel dont bénéficient les salariés du Groupe sont les médailles du travail et les avantages postérieurs à l'emploi que représentent les indemnités de fin de carrière.

Avantages postérieurs à l'emploi - indemnités de fin de carrière

L'engagement du Groupe (toute forme de gestion confondue) évolue comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/12 Retraité	31/12/13	31/12/14
Montant de l'engagement en début d'exercice	6 057	7 569	8 224
Coûts des services rendus dans l'exercice	406	466	511
Intérêts crédités dans l'exercice	278	309	300
Prestations réglées dans l'exercice	(125)	(396)	(259)
Acquisition / cession de filiales	99	/	/
Ecarts actuariels	854	509	1 311
Autres (dont variation périmètre, écarts de conversion)	/	(235)	/
Montant de l'engagement en fin d'exercice	7 569	8 224	10 087
Dont engagement externalisé	7 316	8 200	8 411
Dont engagement provisionné	253	23	1 676

L'évolution de la juste valeur des fonds placés en couverture de l'engagement est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/12 Retraité	31/12/13	31/12/14
JV des actifs de couverture en début d'exercice	5 864	7 465	7 284
Cotisations versées	1 344	/	1 035
Prestations versées	(125)	(396)	(259)
Rendement attendu sur les placements	241	274	164
Frais de gestion	(26)	(26)	(25)
Acquisition / cession de filiales	99	/	/
Ecarts actuariels	68	(34)	365
JV des actifs de couverture en fin d'exercice	7 465	7 284	8 565

Lorsque les fonds placés sont supérieurs au montant de l'engagement, il a été constaté une charge constatée d'avance. Inversement, il est constaté une provision pour charge. L'analyse est réalisée société par société. Au 31 décembre 2014, il a été constaté :

- Une provision pour 1 676 K€;
- Une charge constatée d'avance pour 155 K€.

La répartition des actifs de couverture est la suivante :

	31/12/12	31/12/13	31/12/14
Placements diversifiés	74%	76%	76%
Placements monétaires	26%	24%	24%

Il est précisé que :

- lors du démarrage d'activité de la société Sénerval, la reprise des effectifs de l'ancien délégataire a conduit à la reprise par Sénerval des engagements au titre des services passés de ces mêmes salariés, pour un montant de 450 K€. Le Groupe avait constaté un actif pour 450 K€ au titre des engagements repris (comptabilisé en charges constatés d'avance), amortissable sur 18 ans à compter du 1^{er} juillet 2010, soit la durée moyenne restant à courir jusqu'au départ en retraite des salariés repris. En application d'IAS19 amendée (application rétrospective), cette somme a été soldée en capitaux propres au 1^{er} juillet 2012;
- Lors de la reprise en direct de la gestion de l'IUOM de Lescar et de la reprise de l'effectif correspondant, le Groupe a repris les engagements au titre des services passés de ces salariés. Compte tenu du montant, le Groupe a constaté cette reprise directement en résultat.
- Lors de la reprise en direct de la gestion de l'incinérateur de Nantes et de la reprise de l'effectif correspondant, le Groupe a repris les engagements au titre des services passés de ces salariés. En application d'IAS19 amendée, cette reprise s'est effectuée par le compte de résultat.

Engagement de médaille du travail

L'engagement du Groupe concernant la médaille du travail évolue comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/14
Montant de l'engagement en début d'exercice	575
Coûts des services rendus dans l'exercice	25
Intérêts crédités dans l'exercice	20
Prestations réglées dans l'exercice	(63)
Acquisition / cession de filiales	/
Ecarts actuariels	92
Autres (mouvement de périmètre, écarts de conversion)	/
Montant de l'engagement en fin d'exercice	650

Note 5.4 Litiges et faits exceptionnels

BEFS-PEC

A la suite de la réalisation du chantier Salaise 3, qui avait été confié par Tredi à la société BEFS-PEC (courant 1999), Tredi SA a fait l'objet de différentes demandes de paiement de la part de sous-traitants restés impayés par BEFS PEC, en application de l'article 12 de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Tredi SA a provisionné dans ses comptes

l'intégralité des sommes qui lui sont réclamées dans le cadre de ces assignations. Courant 2014, suite aux derniers jugements attendus, et l'accord des parties, l'ensemble des provisions ont été reprises (soit 0,6 millions d'euros) et une charge de 661K€ a été constatée.

VALLS QUIMICA

La société Valls Quimica, filiale espagnole du Groupe a fait l'objet, en 2003, d'un contrôle fiscal au titre duquel l'administration a redressé la Société pour un montant en principal de 3,8 millions d'euros (pour la période 1999 à 2001) et de 1,8 million d'euros (pour la période 2002 à 2003) par le biais d'un rappel de TVA et de droits indirects qui seraient dus, à raison de la production de certains produits pétroliers. Bien que fondé dans ses réclamations, la société avait comptabilisé une provision pour couvrir l'ensemble du risque notifié. Au cours de l'année 2014, les parties se sont mises d'accord sur un échéancier de paiement de l'intégralité des sommes réclamées (paiement sur 5 ans) et un premier règlement de 1,4 millions d'euros a été réalisé. La provision constatée jusqu'à lors a été reclassée en charge à payer.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 6 - Impôts différés

La ventilation des impôts différés par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2013	2014
	Retraité		
Participation des salariés	537	537	579
Contribution sociale solidarité	244	275	252
Congés payés	638	661	638
Plus-value sinistre	/	(104)	(1 626)
Déficits reportables	11 233	55 726	53 334
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	(7 731)	(7 624)	(6 814)
Location-financement	781	(234)	(1 224)
Résultat Interne	231	208	168
Charges à répartir	(7)	(7)	/
Provision intra-Groupe	/	(736)	(1 159)
Provision IDR	90	90	69
Actualisation provision suivi trentenaire	(1 175)	(1 190)	(1 373)
Homogénéisation d'amortissements	529	462	415
JV des instruments de couverture	1 395	664	394
Provision sur obligations convertibles	50 760	/	/
Autres différences temporaires	(1 561)	(113)	562
Total	55 965	48 617	44 216
Dont impôt différé Actif	55 965	48 617	44 216
Dont impôt différé Passif	/	/	/

Les déficits reportables activés correspondent :

- aux déficits nés avant l'intégration fiscale. Leur activation est étudiée filiale par filiale au regard de leur business plan.
- Au déficit de l'intégration fiscale sur l'année 2012 et 2013, lié à provisionnement intégral de l'engagement de Séché Environnement dans HIME. La reconnaissance à l'actif de cette créance d'impôt est rendue possible par la capacité du groupe d'intégration fiscale à récupérer cette créance dans un horizon de temps raisonnable;
- Au déficit constaté sur Valls Quimica lié à la provision pour risque fiscal, compte tenu de son caractère recouvrable au regard du business plan de la société. A cette exception près les déficits reportables portés par les filiales étrangères ne font l'objet d'aucune activation.

Au 31 décembre 2014, le montant des impôts différés actifs non activés relatifs à des déficits reportables s'élève à 0,3 million d'euros.

La variation des impôts différés sur l'exercice peut s'analyser comme suit :

(en milliers d'euros)	IDA	IDP	NET
Solde au 31/12/12 Retraité	55 965	/	55 965
Résultat	(6 351)	/	(6 351)
Variation de JV par les capitaux propres	26	649	(623)
Variation de périmètre et autres	(14)	360	(374)
Ecart de conversion	/	/	1
Compensation ID sur les filiales de l'intégration fiscale	(261)	(261)	1
Compensation IDA/IDP	(748)	(748)	1
Solde au 31/12/13	48 617	1	48 617
Résultat	(4 504)	1	(4 504)
Variation de JV par les capitaux propres	381	278	103
Variation de périmètre et autres	/	/	1
Ecart de conversion	/	/	1
Compensation ID sur les filiales de l'intégration fiscale	(1 838)	(1 838)	/
Compensation IDA/IDP	1 560	1 560	1
Solde au 31/12/14	44 216	/	44 216

Note 7 - Engagements hors bilan

Note 7.1 Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Créances cédées non échues (effets, Dailly)	/	/	1
Cautions	42 234	60 239	56 630
- Garanties financières (1)	23 594	26 963	27 395
- Autres cautions	18 640	33 276	29 236
Sûretés réelles	/	/	1
- Nantissements d'actifs incorporels et corporels	/	/	/
- Nantissements de titres	/	/	/
Liés à la responsabilité d'associé dans les SCI	1	/	/
TOTAL EHB liés à l'activité courante	42 234	60 239	56 630

⁽¹⁾ Il s'agit de cautions de 27 millions d'euros délivrées à un établissement financier lors de la mise en place des garanties financières accordées par lui selon l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

Note 7.2 Engagements hors bilan donnés ou reçus dans le cadre de l'endettement

2012 Retraité	2013	2014
418	496	1 545
15 349	27 902	28 249
9 828	9 828	9 828
9 828	9 828	9 828
/	/	/
/	/	/
34 132	23 173	10 771
59 727	61 399	50 394
	418 15 349 9 828 9 828 / / / 34 132	418 496 15 349 27 902 9 828 9 828 9 828 9 828 / / / / / 34 132 23 173

Dans le cadre de financement d'actifs la société a signé des engagements de non cession des actions qu'elle détient dans les sociétés Sénergies, Séché-Eco-Industries et Mézerolles.

Les engagements d'emprunt au 31 décembre 2014 portent principalement sur le financement des actifs concédés de la DSP de Strasbourg pour un montant d'emprunt de 10,8 millions d'euros, débloqué par tranches amortissables sur la durée résiduelle de la DSP à compter de la livraison, à un taux restant à cristalliser.

Tous les engagements hors bilan ci-dessus mentionnés couvrent des dettes portées au bilan, à l'exception d'une caution de 0,8 million d'euros.

Dans le cadre des contrats de Délégation de service public, Séché environnement accorde aux délégants un engagement de bonne exécution des contrats.

Note 7-3 Autres engagements hors bilan

Un pacte d'actionnaire, conclu le 16 octobre 2006, (portant le numéro d'enregistrement AMF 206C1928) prévoit les principales dispositions suivantes :

- représentation de Caisse des Dépôts au Conseil d'administration de Séché Environnement : Caisse des Dépôts dispose de la faculté de désigner plusieurs membres au Conseil d'administration de Séché Environnement en fonction de sa participation au capital de la Société;
- gestion des participations des signataires du pacte d'actionnaires ;
- les parties se sont interdit d'acquérir directement ou indirectement des valeurs mobilières émises par la société Séché Environnement si cette acquisition engendrait pour l'un des signataires de déposer un projet d'offre publique visant les actions de Séché Environnement;
- à l'occasion de tout transfert de titres de Séché Environnement par Joël Séché, la société civile Amarosa et/ou leurs cessionnaires libres à un tiers, dès lors qu'ils détiendraient conjointement moins de 50,1% des droits de vote de la Société, la Caisse des dépôts disposera de la faculté de céder ses titres à ce tiers pour le même prix et dans les mêmes proportions;
- la Caisse des Dépôts bénéficie de la faculté de participer, à hauteur de sa quote-part dans le capital de Séché Environnement à toute émission de titre de Séché Environnement, à l'exception d'émission de valeurs mobilières dans le cadre d'une opération de croissance externe au profit d'un tiers et qui aurait pour effet de diluer l'ensemble des actionnaires dans les mêmes proportions;
- règles des co-investissements : aussi longtemps que Caisse des Dépôts détiendra au moins 15% du capital de Séché Environnement, elle bénéficie d'un droit de participer en tant que co-investisseur à tout projet de croissance dont le montant dépasse un certain seuil.

Il est par ailleurs précisé que ce pacte d'actionnaire sera résilié de plein droit dès que :

- la Caisse des Dépôts viendra à détenir moins de 10% du capital de la Société;
- l'équilibre des participations respectives de Caisse des Dépôts d'une part et de Joël Séché et la société civile Amarosa d'autre part serait significativement modifié de telle sorte que le dépôt d'une offre publique puisse être imposé aux parties.

Un avenant au pacte en date du 25 avril 2007 a été signé, stipulant une durée de 10 ans à compter du 26 avril 2007.

Le présent détail des engagements hors bilan du Groupe n'exclut aucun engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

1.1.6.3.2. Notes sur le tableau de variation des capitaux propres

Note 8 - Composition du capital social

Catégories des titres	Nombre	Valeur nominale
1- Actions composant le capital social au début de l'exercice	8 634 870	0,20€
Augmentation de capital	1	
2- Actions composant le capital social en fin d'exercice	8 634 870	0,20€
Dont actions à droit de vote simple	6 748 085	
Dont actions à droit de vote double	1 886 785	

Note 9 - Primes

Le poste "primes" est composé exclusivement de primes d'émission émises lors de différentes augmentations de capital, nettes d'imputation :

_(en i	milliers	d'euros)	١.
--------	----------	----------	----

Augmentation de capital du 27/11/1997	11 220
Augmentation de capital du 19/12/1997	112
Augmentation de capital du 01/10/2001 (rémunérant l'apport des titres Alcor)	10 795
Augmentation de capital du 05/07/2002 (rémunérant l'apport des titres Trédi)	192 903
Imputation sur la prime d'émission	(1 578)
Emission de 596 408 bons de souscription d'actions au profit de la Caisse des Dépôts du 12/12/06	10 908
Exercice de bons de souscription d'actions portés par la Caisse des Dépôts le 24/04/2007	74 718
Distribution de dividendes	(8 148)
Imputation sur la prime d'émission	(169 445)
TOTAL	121 486

Note 10 - Composition des réserves consolidées

	31/12/201 2 Retraité	31/12/2013	Augment.	Diminut.	31/12/2014
Réserve légale	173	173	/	1	173
Réserves réglementées	/	/	/	/	/
Report à nouveau	181 445	(137 098)	137 098	/	/
Autres réserves	6 037	6 037	/	/	6 037
Sous-total réserves sociales	187 655	(130 889)	137 098	1	6 210
Réserves consolidées (hors écart de conversion)	(147 685)	89 112	32 531	/	121 643
TOTAL RESERVES (hors écart de conversion)	39 970	(41 776)	169 629	1	127 853
Ecart de conversion	(2 243)	(2 638)	1	(122)	(2 760)
TOTAL RESERVES (yc. écart de conversion)	37 726	(44 414)	169 629	(122)	125 093

Note 11 - Informations sur les actions propres

Dans le cadre des délégations accordées par les Assemblées générales des actionnaires du 25

avril 2014 et 7 juin 2013, le Conseil d'administration a fait procéder sur 2014 à des opérations de rachat d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité dont la gestion est confiée à un organisme indépendant. Le mandataire dispose d'un apport initial de 1,4M€ et de 4 862 titres.

Au 31 décembre 2014, le bilan de ces programmes de rachat d'actions est le suivant :

Nombre d'actions auto détenues (1)	64 473
Pourcentage du capital auto détenu	0,75%
Valeur nette comptable des titres auto détenus (€)	1 313 310
Valeur de marché des titres auto détenus au 31/12/14 (€) (2)	1 283 013

- (1) y compris actions propres acquises dans le cadre des programmes antérieurs
- (2) sur la base du cours de clôture du titre Séché Environnement sur le mois de décembre 2014, soit 19,90 €.

1.1.6.3.3. Notes sur le compte de résultat

Note 12 - Produits des activités ordinaires

Note 12.1 ventilation par nature

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Chiffre d'affaires	439 904	469 082	444 737
Dont vente de biens	62 884	66 974	63 866
Dont prestations de services	377 020	402 108	380 871
Autres produits de l'activité	5 247	4 294	6 636
Transfert de charges	2 163	1 469	16 944
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	447 314	474 844	468 318

Note 12.2 – ventilation du chiffre d'affaires par typologie de déchets

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Traitement DD	263 626	274 924	271 391
Traitement DND	176 279	194 157	173 346
Dont CA IFRIC12	16 906	25 115	8 115
TOTAL	439 904	469 082	444 737

■ Note 13 – Excédent Brut d'Exploitation

Note 13.1 Composition de l'excédent brut d'exploitation

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	447 314	474 844	468 318
Achats consommés	(64 604)	(73 340)	(68 909)
- Achats stockés	(39 518)	(43 528)	(41 426)
- Achats non stockés	(25 086)	(29 812)	(27 483)
Charges externes	(170 426)	(186 065)	(176 790)
- Sous-traitance	(106 747)	(118 390)	(104 118)
- Charges de location	(11 249)	(15 879)	(18 366)
- Entretien et réparation	(19 988)	(20 089)	(20 433)
- Assurances	(4 958)	(5 431)	(5 232)
- Autres charges externes	(27 483)	(26 276)	(28 640)
Impôts et taxes	(34 973)	(35 710)	(35 092)
Charges au titre des avantages de personnel	(98 503)	(101 119)	(105 276)
- Frais de personnel	(96 406)	(99 089)	(103 516)
- Participation et intéressement	(1 588)	(1 537)	(1 697)
- Cotisation IFC	(508)	(492)	(63)
- Rémunérations en actions	/	/	
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	78 808	78 610	82 251

Les services extérieurs concernent principalement la sous-traitance (transport, filière Amont, exutoire).

Note 13.2 - Contrats de location simple

(en milliers d'euros)	TOTAL paiements minimaux futurs actualisés (contrats non résiliables)			Charges de l'exercice (contrats non résiliables)	TOTAL paiement sous-loc	
	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5		
Immobilisations incorporelles	242	41	82	119	41	/
Terrains	3 277	303	1 163	1 810	325	/
Constructions	3 703	877	2 826	/	1 444	/
Installations techniques - outillages industriels	20 945	2 225	7 707	11 013	6 250	1
Matériels de transport	106	53	53	/	210	/
Installations agencements	/	/	/	/	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	15	11	3	/	91	/

Note 14 - Résultat opérationnel Courant

Note 14.1 Composition du résultat opérationnel courant

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	78 808	78 610	82 251
Charges de renouvellement des actifs du domaine concédé et charges de réhabilitation des sites de traitement	(8 805)	(10 574)	(10 038)
Autres charges et produits opérationnels	(992)	(566)	(1 273)
- Autres charges opérationnelles	(1 132)	(636)	(1 343)
- Autres produits opérationnels	140	70	70
Dotations nettes aux provisions	630	(2 729)	(1 807)
- Dotations aux provisions	(2 462)	(4 866)	(3 742)
- Reprises de provisions	3 092	2 137	1 935
Dotations nettes aux amortissements	(32 363)	(32 084)	(33 463)
- Dotations aux amortissements	(32 363)	(32 084)	(33 463)
- Reprises d'amortissements	/	/	. /
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	37 278	32 658	35 670

Note 14.2 Dotations nettes aux provisions

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Dotations nettes aux provisions suivi trentenaire	(31)	(162)	(1 185)
Dotations nettes sur actif circulant	26	233	(278)
Dotations nettes autres provisions opérationnelles	636	(2 800)	(344)
Total	630	(2 729)	(1 807)

Note 14.3 Dotations nettes aux amortissements

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Dotations nettes aux immobilisations incorporelles	(442)	(1 438)	(3 373)
Dotations nettes aux immobilisations corporelles	(31 921)	(30 645)	(30 088)
Amortissement charges à étaler	/	/	(2)
Total	(32 363)	(32 084)	(33 463)

Note 15 - Résultat opérationnel

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	37 278	32 658	35 670
Réévaluation des immobilisations	1	1	1
Résultat sur cessions d'immobilisations (1)	325	5	4 831
- cessions d'immobilisations incorporelles	72	/	/
- cessions d'immobilisations corporelles	253	(78)	4 831
- cessions des titres consolidés	/	83	/
Dépréciation d'actifs	(395)	(191)	(123)
- sur goodwill	/	/	/
- sur autres immobilisations incorporelles	/	/	/
- sur immobilisations corporelles	(395)	(191)	(123)
Effet des regroupements d'entreprise (é)	(1 025)	(413)	1
Autres (3)	(7 282)	(255)	(7 433)
RESULTAT OPERATIONNEL	28 902	31 803	32 945

- (1) Sur l'exercice 2014, le Groupe a perçu une indemnité d'assurance au titre de sa garantie « dommages aux biens » de 8,0 millions d'euros faisant suite à l'incendie et la destruction de son centre de tri de changé, dont la valeur nette comptable s'élevait à 3,5 millions d'euros.
- (2) Les sommes enregistrées sur la ligne « <u>Effets des regroupements d'entreprise</u> » en 2012 et 2013 correspondent aux sommes engagées pour la concrétisation du regroupement d'entreprise Séché HIME qui a été abandonné courant 2013 avec la cession de la participation du Groupe dans HIME.
- (3) Les sommes enregistrées sur la ligne « Autres » correspondent principalement, en 2014 :
 - Pour -8,4 millions d'euros, aux surcoûts d'exploitation supportés par Senerval pendant le mouvement social intervenu entre le 21 mars 2014 et le 12 juin 2014, ayant paralysé les outils de Strasbourg-Senerval, la société étant tenu à une obligation de service public pour le traitement des tonnes en provenance de la Collectivité Urbaine de Strasbourg et des Etablissement Publics de Coopération Intercommunal
 - Pour + 1,3 millions d'euros à l'indemnité pour le préjudice subi par Valaudia du fait de la résiliation de la délégation de service public qui lui avait été confiée;
 - Pour 0,4 millions d'euros aux coûts de fermeture et de cession définitive du site d'Izeaux.

En 2013, ce poste était composé du coût fermeture du site d'Izeaux (-0,5 millions d'euros) net du produit constaté sur le débouclage des opérations liées au déménagement de l'établissement parisien de Tredi SA.

En 2012, outre la provision constituée sur le risque fiscal porté par la société Valls Quimica (-

6,5 millions d'euros), ce poste enregistré les premiers coûts de fermeture du site d'Izeaux (-0,7 millions d'euros) ainsi qu'un complément de charges sur les opérations liées au déménagement de l'établissement parisien de Tredi SA.

Note 16 - Résultat financier

Note 16.1 Décomposition du résultat financier

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	495	514	576
Coût de l'endettement financier brut	(10 739)	(12 015)	(14 014)
Autres produits et charges financières	(145 880)	(432)	(597)
Total	(156 124)	(11 933)	(14 035)

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Passifs financiers au coût amorti	(8 451)	(10 140)	(12 630)
Résultat sur instruments de couverture	(2 288)	(1 875)	(1 384)
COUT ENDT FINANCIER BRUT	(10 739)	(12 015)	(14 014)

Le coût de l'endettement financier net évolue sous l'effet de l'amortissement anticipé de la prime d'émission et des frais de négociation du premier emprunt obligataire, refinancé en mai 2014.

Note 16.2 Détail des autres produits et charges financières

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Résultat de change	(193)	(60)	(20)
Résultat net sur cession d'immobilisations financières	(13)	- /	(3)
Dépréciations nettes sur actifs financiers	(145 510)	(379)	(322)
Autres produits et charges financières	(165)	7	(253)
Total	(145 880)	(432)	(597)

Les autres produits et charges financières étaient principalement impactés en 2012 par la provision sur les obligations convertibles HIME, pour la part en principal et intérêts cumulés jusqu'au 31 décembre 2011 soit 145,5 M€.

Le résultat de change provient notamment des positions latentes sur les avances du Groupe vers ses filiales à l'international ne répondant pas à la définition d'un investissement net au sens d'IAS21. Le Groupe ne dispose pas à ce jour d'instruments ou de mécanisme de couverture sur son risque de change.

Note 17 - impôt

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
Impôt exigible	(504)	(395)	(2 627)
Impôt différé	54 533	(6 352)	(4 504)
Total charge d'impôt	54 029	(6 747)	(7 131)

Le passage de l'impôt théorique au taux en vigueur à la charge d'impôt totale pour l'exercice s'explique comme suit :

(en milliers d'euros)

	2012 Retraité	2013	2014
Impôt théorique au taux en vigueur	45 711	(6 841)	(6 511)
Modification du taux d'impôt applicable à la mère (1)	11	(7)	(6)
Différence de taux d'imposition des filiales	(2 400)	177	(5)
Actifs d'impôt non constatés	(405)	(617)	(49)
Utilisation de pertes non activées antérieurement	385	/	37
Charges et produits définitivement non taxables	10 727	541	(596)
Charges d'impôt total	54 029	(6 747)	(7 131)

(1)Le taux d'impôt hors contribution sociale sur les bénéfices s'élève à 33,33%. Après application de la contribution sociale sur les bénéfices, le taux d'imposition du Groupe s'élève à 34,43 %.

Dans le cadre du Groupe d'intégration fiscale dont Séché Environnement est la mère, et qui regroupe l'ensemble des sociétés françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95% par Séché Environnement, il a été réalisé une économie d'impôt de 10,2 millions d'euros.

1.1.6.3.4. Gestion des risques financiers

Note 18 –instruments financiers évalués à la juste valeur

Les instruments financiers se répartissent de la façon suivante entre les différents niveaux de juste valeur :

(en milliers d'euros)	2014							
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL				
Titres disponibles à la vente	/	1 555	253	1 808				
Instruments de couverture	/	/	/	/				
Autres actifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/				
Actifs financiers	1	1 555	253	1 808				
Dettes financières	/	271 653	/	271 653				
Instruments de couverture	/	1 143	/	1 143				
Autres passifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/				
Passifs financiers	1	272 796	1	272 796				

A titre de comparaison, la répartition de la juste valeur des instruments financiers du Groupe à la clôture des deux exercices précédents se décomposait comme suit :

(en milliers d'euros)	2012 Retraité			2013				
	Niveau	Niveau	Niveau	TOTAL	Niveau	Niveau	Niveau	TOTAL
	1	2	3		1	2	3	
Titres disponibles à la vente	/	1 907	18	1 925	/	1 703	3	1 705
Instruments de couverture	1	/	/	/	/	/	/	/
Autres actifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	1	/
Actifs financiers	1	1 907	18	1 925	1	1 703	3	1 705
Dettes financières	/	246 154	/	246 154	/	253 418	/	253 418
Instruments de couverture	/	4 051	/	4 051	/	1 928	/	1 928
Autres passifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/
Passifs financiers	1	250 205	1	250 205	1	255 346	1	255 346

Titres disponibles à la vente

- Les titres côtés, évalués au cours de bourse à la date de clôture, sont considérés de niveau 1;
- Les titres non côtés, dont la juste valeur est déterminable sur la base de données observables, tels que l'évaluation d'expert indépendant, sont considérés de niveau 2;
- Les titres non côtés dont la juste valeur est déterminable sur la base de modèle d'évaluation (actualisation de cash flow futurs, multiple, etc.) sont considérés de niveau 3.

Instruments de couverture

La juste valeur des instruments de couverture utilisés par le Groupe (swap, collar, swaptions, instruments mixtes) est déterminée sur la base de modèle d'évaluation utilisant des données observables (de taux, notamment), et est donc considérée de niveau 2.

Dettes financières

La juste valeur des dettes financières est déterminable sur la base de données observables (de taux), et est considérée de niveau 2.

Note 19 - Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un actif viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque provient désormais essentiellement des créances clients.

Le Groupe gère son risque de crédit lié aux créances clients par le biais d'une politique active de recouvrement de ses créances dans chacune des filiales françaises du Groupe. Cette politique s'appuie sur un logiciel centralisé permettant des relances formalisées et une information en temps réel des différentes parties prenantes. Une analyse des délais de règlement est également suivie mensuellement et toute dérive induit des actions correctrices.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. A la date de clôture l'exposition maximale au risque de crédit est la suivante :

(en milliers d'euros)	20	012 Retraite	Retraité 2013			2013		2014		
	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL	NC	С	TOTAL	
Actifs financiers disponibles à la vente	1 978	/	1 978	1 755	/	1 755	1 808	/	1 808	
Prêts et créances financiers au coût amorti	2 799	131	2 930	3 602	90	3 692	6 872	1 038	7 910	
Actifs financiers non courants	4 778	131	4 909	5 358	90	5 448	8 681	1 038	9 719	
Créances clients et autres débiteurs	2 105	126 540	128 645	1 501	133 821	135 322	3 067	139 127	142 193	
Autres actifs courants (yc. créances IS)	677	34 547	35 224	/	27 262	27 262	/	29 162	29 162	
Prêts et créances au coût amorti	2 782	161 088	163 870	1 501	161 083	162 584	3 067	168 289	171 355	
Instruments de couverture actifs	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
Autres instruments à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
Actifs financiers à la JV par le résultat	/	/	/		/	/	/	/	/	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	/	22 597	22 597	/	28 032	28 032	/	38 756	38 756	
Total Actifs financiers	7 560	183 815	191 375	6 859	189 205	196 064	11 748	208 083	219 830	
Composante dérivée des OCA	1	/	1	/	/	1	/	/	1	
TOTAL	7 560	183 815	191 375	6 859	189 205	196 064	11 748	208 083	219 830	

Les produits, charges, profits ou pertes de valeur constatés en 2014 dans les états financiers au titre de ces actifs financiers correspondent quasi exclusivement aux produits liés à la gestion des valeurs mobilières de placement.

Note 20 - Exposition au risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Il porte sur les prêts et créances au coût amorti (de nature financière ou opérationnelle) et sur les placements des excédents de trésorerie.

La balance âgée des prêts et créances au coût amorti se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2014							
	Valeur nette	Dont non échu	Dont échu					
	(C et NC)		0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an			
Prêts et créances financières au coût amorti	7 910	7 910	/	/	/			
Clients et autres débiteurs	142 193	112 865	25 922	1 608	1 798			
Autres actifs	29 162	26 463	2 000	12	687			
TOTAL	179 266	147 238	27 922	1 620	2 485			

La balance âgée des prêts et des créances au coût amorti à la clôture des deux exercices précédents se décomposait comme suit :

(en milliers d'euros)	2013							
	Valeur nette	Dont non échu	Dont échu					
	(C et NC)		0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an			
Prêts et créances financières au coût amorti	3 692	3 692	/	/	/			
Clients et autres débiteurs	135 322	105 137	25 238	4 427	430			
Autres actifs	27 262	26 621	/	/	641			
TOTAL	166 277	135 450	25 238	4 427	1 071			
(en milliers d'euros)		2	012 Retraité					
	Valeur nette	Dont non échu		Dont échu				
	(C et NC)		0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an			
Prêts et créances financières au coût amorti	2 930	2 930	/	/	/			
Clients et autres débiteurs	128 645	103 885	23 498	676	586			
Autres actifs	35 225	34 605	4	24	592			
TOTAL	166 800	141 420	23 501	700	1 179			

Le Groupe estime n'être exposé à aucun risque significatif en terme contrepartie.

Note 21 - Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

Il assure une gestion centralisée des financements. Un reporting de trésorerie est mis en place, permettant une vision glissante des besoins court, moyen et long terme du Groupe en termes de financement. La quasi-intégralité du financement est assurée de façon centralisée et l'équilibre des sources de financement (marché des capitaux, marché bancaire) est également piloté de façon centralisée.

Au 31 décembre 2014, les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de tréso	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
		contractuel			
Dettes auprès des établissements de crédit	263 645	301 270	36 805	195 272	69 193
Dettes de location financement	6 954	7 357	1 796	5 246	315
Autres dettes financières	913	913	578	301	34
Concours bancaires courants	141	141	141	/	/
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (yc dettes IS)	169 177	169 177	164 239	4 938	
Passif de renouvellement	10 705	10 705	10 705	/	,
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	451 536	489 563	214 264	205 757	69 542
Instruments de couverture	1 143	1 143	596	547	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	1 143	1 143	596	547	1

A titre de comparaison, les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers

s'analysaient de la façon suivante en 2013 et 2012 :

(en milliers d'euros) – 31 décembre 2013	Valeur comptable	Flux de tréso	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
		contractuel		47.5	
Dettes auprès des établissements de crédit	239 284	279 683	33 171	181 996	64 516
Dettes de location financement	12 124	12 741	5 415	6 456	870
Autres dettes financières	1 504	1 504	905	565	34
Concours bancaires courants	505	505	505	/	/
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (yc dettes IS)	163 539	163 539	160 628	2 911	,
Passif de renouvellement	11 078	11 078	11 078	/	. /
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	428 035	469 050	211 702	191 928	65 420
Instruments de couverture	1 928	1 928	155	1 773	1
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	1 928	1 928	155	1 773	

(en milliers d'euros) – 31 décembre 2012 Retraité	Valeur	Flux de	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5 ans
	comptable	tréso		ans	
		contractuel			
Dettes auprès des établissements de crédit	228 066	296 369	29 562	190 877	75 930
Dettes de location financement	15 896	16 568	5 373	9 652	1 544
Autres dettes financières	1 658	1 658	640	251	767
Concours bancaires courants	534	534	534	/	/
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (yc dettes IS)	152 624	152 624	152 435	189	,
Passif de renouvellement	10 591	10 591	10 591	/	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	409 369	478 344	199 135	200 969	78 241
Instruments de couverture	4 051	4 051	744	3 307	1
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	4 051	4 051	744	3 307	1

La convention de crédit bancaire du Groupe signée le 12 avril 2012 est assortie d'un engagement de respect de deux ratios financiers calculés sur la base des comptes consolidés du Groupe. Le respect de ces ratios financiers est apprécié deux fois par an sur une base annuelle pour les périodes closes au 31 décembre et au 30 juin.

Le non-respect de ces ratios est un cas de défaut qui rend exigible à la majorité des prêteurs le total des engagements dus.

Les ratios à respecter sont les suivants :

RATIOS	ENGAGEMENT
Dettes financières nettes / Fonds propres	<1,1
Dettes financières nettes / Excédent brut d'exploitation	(3,5

Etant entendu que, sur une base consolidée :

 les dettes financières nettes désignent le montant agrégé de l'endettement financier tel que figurant dans les comptes consolidés de Séché Environnement sous la rubrique « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit ou assimilés » et diminué des disponibilités et des valeurs mobilières de placement telles que figurant dans les comptes consolidés de Séché Environnement à l'exception des financements sans recours. Les financements sans recours désignent tout financement contracté pour financer l'acquisition, le déficit, l'exploitation, l'entretien ou la maintenance d'un actif ou projet et au titre duquel la personne à qui cette dette est due n'a aucun recours à l'encontre d'aucun membre du Groupe Séché pour le paiement de toute somme relative à ce financement et dont le remboursement résulte essentiellement de flux financiers correspondant aux fruits et produits de l'actif ou projet en question ;

- les fonds propres désignent le total des capitaux propres (part du Groupe) à l'exception de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie concernant HIME;
- l'Excédent Brut d'Exploitation désigne le résultat d'exploitation consolidé avant déduction de l'ensemble des dotations nettes aux amortissements et provisions et des autres produits et charges d'exploitation à l'exclusion, le cas échant, de l'EBITDA du Groupe HIME-SAUR.

Au 31 décembre 2014, le Groupe présente un gearing bancaire de 0,66 et un debt to earning bancaire de 2,56. Il respecte l'ensemble de ces ratios.

Note 22 - Exposition au risque de taux d'intérêt

La dette corporate portée par Séché Environnement, avant toute mesure de couverture, est à taux variable.

Afin de se protéger contre une hausse des taux d'intérêt et d'optimiser le coût de son endettement, le Groupe a recours à des instruments de couverture. La convention de crédit impose une couverture de 50% minimum sur une durée de 3 ans. Les instruments utilisés sont des swaps, des cap, des floor et des collar. Leur utilisation est directement gérée par la Direction financière du Groupe.

Le risque de taux est analysé à partir de projections de l'évolution de l'endettement financier sur la convention de crédit et sur l'échéancier des couvertures de taux :

- une variation à la baisse de 50 points de base des taux d'intérêt induirait un impact négatif sur les capitaux propres de 1,6 millions d'euros;
- Une variation instantanée à la hausse de 1% des taux d'intérêt aurait un impact négatif de 0,6 million d'euros sur les charges financières du Groupe en 2014, sur la base de son endettement au 31 décembre et de son profil de remboursement à cette date.

Note 23 - Exposition au risque de change

Le risque de change auquel le Groupe est exposé provient :

- De la conversion à son bilan et à son compte de résultat des contributions des filiales étrangères hors zone euro. Ce risque est toutefois de plus en plus limité du fait de l'effort constant de recentrage du Groupe sur ses activités européennes en zone euro;
- Du financement, par endettement bancaire libellé quasi exclusivement en euros, des investissements de ses filiales étrangères réalisés en monnaie locale (pour les filiales non considérées comme des investissements long terme à l'étranger).

L'évolution du résultat de change se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2013	2014
	Retraité		
Résultat de change zone Europe	(23)	33	(3)
Résultat de change zone Amériques	(169)	(93)	(17)
TOTAL	(193)	(60)	(20)

A ce jour, ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture spécifique au niveau du Groupe.

1.1.6.3.5. Co-entreprises – intégration proportionnelle

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la société SOGAD (seule société intégrée dans le périmètre proportionnellement), en application anticipée d'IFRS10 et 11, est désormais intégrée par mise en équivalence. Depuis cette date le groupe n'intègre aucune entreprise selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

1.1.6.3.6. Ventilation par zone géographique

Note 24 – Produits des activités ordinaires par Zone géographique

(en milliers d'euros)	2012 Retraité	2013	2014
France	423 048	453 252	446 976
Europe (hors France)	19 268	18 570	19 270
hors Europe	4 998	3 021	2 071
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	447 314	474 844	468 318

Note 25 – Actifs non courants par zone géographique

Au 31 décembre 2014

(en milliers d'euros)	France	Zone europe (hors France)	Hors Europe	TOTAL
Goodwill	222 906	4 699	/	227 604
Actifs incorporels du domaine concédé	44 720	/	/	44 720
Autres immobilisations incorporelles	11 445	9	/	11 454
Immobilisations corporelles	160 300	2 970	541	163 811
Actifs financiers non courants	8 666	15	/	8 681
Participation dans les entreprises associées	844	/	/	844
Autres actifs opérationnels non courants	3 067	/	/	3 067
IDA	42 676	1 540	/	44 216
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	494 623	9 233	541	504 397

Au 31 décembre 2013

(en milliers d'euros)	France	Zone europe	Hors Europe	TOTAL
		(hors France)		
Goodwill	222 906	4 699	/	227 604
Actifs incorporels du domaine concédé	43 620	/	/	43 620
Autres immobilisations incorporelles	11 326	2	/	11 328
Immobilisations corporelles	161 537	2 807	581	164 925
Actifs financiers non courants	5 043	315	/	5 358
Participation dans les entreprises associées	753	/	/	753
Autres actifs opérationnels non courants	1 501	/	/	1 501
IDA	46 793	1824	/	48 617
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	493 479	9 647	581	503 707

Au 31 décembre 2012 Retraité

(en milliers d'euros)	France	Zone europe	Hors Europe	TOTAL
		(hors France)	-	
Goodwill	223 451	4 699	/	228 150
Actifs incorporels du domaine concédé	19 212	/	/	19 212
Autres immobilisations incorporelles	6 462	18	/	6 480
Immobilisations corporelles	165 317	2 939	626	168 882
Actifs financiers non courants	4 462	315	/	4 778
Participation dans les entreprises associées	434	/	/	434
Autres actifs opérationnels non courants	2 105	/	/	2 105
Créance d'IS non courante	677	/	/	677
IDA ·	53 586	2 379	/	55 965
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	475 707	10 350	626	486 683

1.1.6.3.7. Résultats par action

Le résultat par action présenté en pied de compte de résultat correspond au rapport entre d'une part le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère et d'autre part le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital social de la Société mère en circulation au cours de l'exercice, soit 8 571 843 actions.

Le Groupe ne disposant pas d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

1.1.6.3.8. Dividendes

Sur l'exercice 2014, Séché Environnement a procédé à la distribution de dividendes pour un montant de 8 203 126,5 € euros, représentant un dividende par action de 0,95 € sans distinction du type d'action. Il est rappelé que les dividendes portant sur les actions propres, soit 57 780 ,90 € ont été comptabilisés en prime d'émission.

Le Conseil d'administration du 02 mars 2015 a décidé de proposer à la prochaine Assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 8 203 126,5 euros, soit un dividende par action de 0,95 euro.

1.1.6.3.9. Transactions avec des parties liées

Les parties liées vis-à-vis desquelles le Groupe entretient des relations sont :

- les filiales non consolidées du Groupe, les entreprises associées : le Groupe n'entretient aucune relation significative avec ces parties liées ;
 - les membres du Conseil d'administration et les membres du Comité de direction : leurs rémunérations (et avantages de toute nature) sont présentées dans le paragraphe suivant.

1.1.6.3.10. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants et des dirigeants administrateurs se décomposent de la façon suivante :

(en euros)	2012 Retraité	2013	2014
Avantages à court terme	1 918 381	1 932 500	1 926 690
Avantages postérieurs à l'emploi	/	1	1
Paiements sur base d'actions	/	,	
Total	1 918 381	1 932 500	1 926 690

1.1.6.3.11. Evènements postérieurs à la clôture

Nous n'avons pas eu connaissance de faits postérieurs à la clôture et susceptibles d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence

significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

1.1.6.3.12. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe sont les suivants :

en milliers d'euros	KPMG		RSM Ouest	audit
	2013	2014	2013	2014
Mission d'audit		Saleins, j		
Commissariats aux comptes, certification, examen des				
comptes individuels et consolidés	5			
- Séché Environnement	108	108	100	102
- Filiales intégrées globalement	222	220	183	169
Autres diligences et prestations directement liées à la				
mission du commissaire aux comptes				
- Séché Environnement	1	35	/	/
- Filiales intégrées globalement	2	7	1	
Sous total 1	332	369	283	271
				M. Silke
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales				
intégrées globalement				
- Juridique, fiscal et social	1	1	,	/
- Autres	,	. /	,	/
Sous total 2	1	/	/	
TOTAL	332	369	283	271

1.1.6.3.13. Passage comptes publiés – comptes retraités

ANNEE 2012 (en milliers d'euros)	31/12/2012 Publié	IFRS 5 – activités abandonnées	Reclassement des provisions réhabilitation	31/12/2012 Retraité
Goodwill	228 150		Tellabilitation	228 150
Actif incorporel du domaine concédé	19 212			19 212
Autres immobilisations incorporelles	6 492	(12)		6 480
Immobilisations corporelles	171 747	(2 865)		168 882
Participations dans les entreprises associées	434	(====)		434
Actifs financiers non courants	4 786	(9)		4 778
Instruments de couverture actifs non courants	/	(5)		4770
Autres actifs non courants	2 105			2 105
Créance d'IS non courante	677			677
Impôts différés actifs	55 965			55 965
ACTIFS NON COURANTS	489 570	(2 886)		486 683
Stocks	10 507	(5)		10 502
Clients et autres débiteurs	127 204	(663)		126 540
Créances d'IS	12 593	(003)		12 593
Actifs financiers courants	131			131
Instruments de couverture actifs courants	/			/
Autres actifs courants	21 997	(42)		21 954
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 050	(453)		22 597
ACTIFS COURANTS	195 482	(1 164)		194 318
Actifs destinés à être cédés		4 111		4 111
TOTAL ACTIFS	685 051	60		685 111
Capital	1 727			1 727
Prime d'émission	299 079			299 079
Réserves	37 726			37 726
Résultat (Part du groupe)	(82 377)			(82 377)
Capitaux propres (Part du Groupe)	256 155			256 155
Intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	378			378
TOTAL CAPITAUX PROPRES	256 532			256 532
Autres fonds propres	31			31
Dettes financières non courantes	218 154			218 154
Instruments de couverture passifs non courants	3 307			3 307
Avantages du personnel	809			809
Impôt différé passif	11	(11)		/
Autres provisions non courantes	3 988	(27)		3 961
Autres passifs non courants	189			189
PASSIFS NON COURANTS	226 458	(38)		226 420
Dettes financières courantes	28 000			28 000
Instruments de couverture passifs courants	744		8	744
Provisions courantes	20 416	(188)	(10 355)	9 872
Impôt exigible	904			904
Autres passifs courants	151 967	(200)	10 355	162 123
PASSIFS COURANTS	202 031	(388)	/	201 643
Passifs destinés à la vente		486	/	486
TOTAL PASSIFS	685 051	60	1	685 111

ANNEE 2012	2012 Publié	IFRS 5 –	Reclassement	2012
(en milliers d'euros)	Publie	activités abandonnées	prov/ réha	Retraité
(en inimers a earos)		abandonnees	b	
Chiffre d'affaires	441 881	(1 977)		439 904
Autres produits de l'activité	5 247	(,		5 247
Transfert de charges	2 164	(1)		2 163
Achats consommés	(64 957)	353		(64 604)
Charges externes	(170 919)	493		(170 426)
Impôts et taxes	(35 019)	46		(34 973)
Charges au titre des avantages du personnel	(98 804)	301		(98 503)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	79 592	(784)	/	78 808
Charges de réhabilitation/entretien site actifs concédés	(8 594)	117	(328)	(8 805)
Autres charges opérationnelles nettes	(995)	3		(992)
Dotations nettes aux provisions	196	106	328	630
Dotations nettes aux amortissements	(32 944)	581		(32 363)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	37 255	24	/	37 278
Résultat sur cession d'immobilisations	325			325
Dépréciation des actifs	(395)			(395)
Effet des variations de périmètre	(1 025)			(1 025)
Autres produits et charges opérationnels	(7 282)			(7 282)
RESULTAT OPERATIONNEL	28 878	24	1	28 902
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	438	57		495
Coût de l'endettement financier brut	(10 739)			(10 739)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(10 301)	57	/	(10 244)
Autres produits financiers	639	(137)		502
Autres charges financières	(146 390)	. 8		(146 382)
RESULTAT FINANCIER	(156 052)	(71)	1	(156 124)
Impôts sur les résultats	54 007	22		54 029
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	(73 167)	(26)		(73 193)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(9 606)			(9 606)
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	(82 773)	(26)	1	(82 799)
Résultat des activités abandonnées	·	26		26
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(82 773)	/	1	(82 773)
Dont Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	(396)	· ·	•	(396)
Dont part des propriétaires de la société mère	(82 377)			(82 377)
Résultat net par action	(9,61€)			(9,61€)
Résultat net dilué par action	(9,61€)			(9,61€)

ANNEE 2012	2012	IFRS 5 -	Reclassement	2012

				6	
	Publié	activités abandonnées	des provisions réhabilitation	Retraité	
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	(73 167)	(26)	1	(73 193)	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et/ou non liés à l'activité :					
- Amortissements et provisions	200 992	(587)	(756)	199 649	
- Plus-values de cessions	(313)			(313)	
- Impôts différés	(54 522)	(11)		(54 533)	
- Autres produits et charges calculés	(113)	142		30	
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	72 878	(482)	(756)	71 640	
Impôt Société	514	(10)		504	
Coût de l'endettement financier brut net des placements long terme	(5 345)	(57)		(5 402)	
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT avant impôts et frais financiers	68 048	(549)	(756)	66 743	
Variation du besoin en fonds de roulement	(4 878)	256	756	(3 866)	
Impôts décaissés	(10 579)	10		(10 569)	
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES	52 590	(283)	1	52 307	
Investissements corporels et incorporels	(43 934)	348		(43 586)	
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2 648			2 648	
Décaissements sur investissements financiers	(784)	8		(776)	
Encaissements sur investissements financiers	101			101	
Trésorerie nette sur acquisitions de filiales	(16 319)			(16 319)	
Trésorerie nette sur cessions de filiales	/			. /	
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(58 289)	356	1	(57 933)	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(11 140)			(11 140)	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(10)			(10)	
Augmentations de capital en numéraire	/			,	
Mouvements sur actions propres	6			6	
Variation des autres fonds propres	31			31	
Emissions d'emprunts	206 563			206 563	
Remboursements d'emprunts	(176 141)			(176 141)	
Intérêts décaissés	(15 042)	57		(14 986)	
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	4 265	57		4 322	
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES POURSUIVIES	(1 433)	129		(1 303)	
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES		(129)		(129)	
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE	(1 433)	/		(1 433)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	24 005			24 005	
Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies	24 005	(541)		23 464	
Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées		541	2011	541	
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	22 516			22 516	
Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies(1)	22 516	(454)		22 062	
Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées	«	454		454	
Incidence des variations de cours des devises	(56)			(56)	
Dont variation des taux de change des activités poursuivies	(56)	(42)		(99)	
Dont Variation des taux de change des activités abandonnées		42		42	
(1) dont :					
Trésorerie et équivalents de trésorerie active	23 050			22 597	
Concours bancaires courants (dettes financières courantes)	(534)			(534)	

1.1.6.3.14. Activités abandonnées

Conformément aux dispositions d'IFRS5.33, est présenté ci-dessous le détail du résultat et des flux des activités abandonnées :

Compte de résultat	2012	2013	2014
(en milliers d'euros)			
Chiffre d'affaires	2 316	297	1
Autres produits de l'activité			
Transfert de charges	/	/	/
Achats consommés	(354)	(220)	(13)
Charges externes	(832)	(821)	(405)
Impôts et taxes	(46)	(73)	(6)
Charges au titre des avantages du personnel	(301)	(275)	(114)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	784	(1 091)	(538)
Charges de réhabilitation/entretien site actifs concédés	(195)	(14)	16
Autres charges opérationnelles nettes	(3)	(18)	5
Dotations nettes aux provisions	(28)	(2 434)	318
Dotations nettes aux amortissements	(581)	(248)	(177)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(24)	(3 806)	(376)
Résultat sur cession d'immobilisations	/	16	(2)
Dépréciation des actifs	/	/	/
Effet des variations de périmètre	/	/	/
Autres produits et charges opérationnels	/	/	/
RESULTAT OPERATIONNEL	(24)	(3 789)	(378)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie Coût de l'endettement financier brut	(57)	(45)	(65)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(57)	(45)	(65)
Autres produits financiers	137	16	2
Autres charges financières	(8)	(24)	(109)
RESULTAT FINANCIER	71	(53)	(172)
Impôts sur les résultats	(22)	(12)	(1)
Résultat net des activités abandonnées	26	(3 855)	(550)

Tableau de flux	2012	2013	2014
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	26	(3 855)	(550)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et/ou non liés à			
l'activité :			
- Amortissements et provisions	587	2 718	(137)
- Plus-values de cessions	/	(17)	2
- Impôts différés	11	/	1
- Autres produits et charges calculés	(143)	16	96
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	482	(1 136)	(589)
Impôt Société	10	12	1
Coût de l'endettement financier brut net des placements long terme	57	45	65
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT avant impôts et frais financiers	549	(1079)	(524)
Variation du besoin en fonds de roulement	(244)	884	343
Impôts décaissés	(10)	(12)	/
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES	294	(208)	(181)
Investissements corporels et incorporels	(348)	(74)	(1)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	()	`34	(-,
Décaissements sur investissements financiers	(8)	/	,
Encaissements sur investissements financiers	. /	7	,
Trésorerie nette sur acquisitions de filiales	/	/	. /
Trésorerie nette sur cessions de filiales	/	1	
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(356)	(33)	(1)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	/	/	/
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	/	/	
Augmentations de capital en numéraire	/	/	/
Mouvements sur actions propres	/	/	/
Variation des autres fonds propres	/	/	. /
Emissions d'emprunts	/	/	. /
Remboursements d'emprunts	/	/	
Intérêts décaissés	(68)	/	. /
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(68)	1	/
FLUX DE LA PERIODE DES ACTIVITES ABANDONNEES	(130)	(241)	(182)